

étranger

DIPLOMATIE

Les propositions de M. Gorbatchev sur le désarmement

De notre correspondant

Moscou. — Une fois de plus, à la veille d'une échéance importante, M. Gorbatchev a su admirablement occuper le terrain. Nul doute qu'il aura été beaucoup question, jeudi 16 janvier, à Genève où ont repris les négociations soviéto-américaines sur le désarmement, du vaste plan visant à « libérer la terre de toutes les armes nucléaires avant la fin de ce siècle », dévoilé mercredi soir par le numéro un soviétique.

Les experts en désarmement ne croient guère à l'efficacité des propositions globales et... publiques. Ils accueilleraient avec scepticisme le montage très ambitieux mais en avant par M. Gorbatchev.

L'URSS n'avait-elle pas proposé dès 1946 l'interdiction de la production et de l'emploi des armes nucléaires ? Mais les retards de la déclaration de M. Gorbatchev, les par un présentateur, mercredi soir, pendant quarante minutes au journal télévisé, plusieurs concessions « techniques » qui les incitent à un certain optimisme à propos des négociations de Genève.

Il y a tout d'abord l'idée que des « inspections sur place » permettraient de vérifier la réalité des « destructions d'armements ». Il s'agit d'une vieille revendication américaine. Washington estime en effet que les « moyens techniques nationaux » (expression péjorative pour désigner les satellites espions) ne suffisent pas. M. Gorbatchev en convient.

La seconde concession concerne également le contrôle « des essais nucléaires cette fois » mais elle est moins nette. Si les États-Unis emboîtent le pas de l'URSS et cessent à leur tour toutes leurs explosions nucléaires, « le contrôle nécessaire sera pleinement assuré par les moyens techniques nationaux, ainsi qu'à des procédures internationales y compris au sein de l'inspection sur place ». Tout dépend, en le voit, de l'interprétation de la formule « au besoin ».

La troisième concession « technique » a trait aux armes chimiques. M. Gorbatchev se dit prêt à notifier « en temps voulu » les emplacements des usines qui les fabriquent et à procéder, en cas d'accord de réciprocité, à la destruction de ces outils de production et des stocks existants. Tout cela serait, selon

lui, « effectué sous strict contrôle, y compris au moyen d'inspections internationales sur place ».

Le numéro un soviétique propose enfin une mesure pratique pour vérifier les réductions envisagées des effectifs militaires et des armes conventionnelles. Il suggère la création dans la « zone soumise à ces réductions », qui couvrirait vraisemblablement une bonne partie de l'Europe, de « postes permanents de surveillance des mouvements de toutes les troupes ». Cette initiative est susceptible de déboucher les interminables négociations de Vienne sur la diminution des forces classiques stationnées en Europe (MBFR) qui durent depuis treize ans.

DOMINIQUE DHOMBRES.

La déclaration du numéro un soviétique : « Libérer la Terre des armes nucléaires d'ici la fin du siècle »

Voici les principaux extraits de la déclaration de M. Gorbatchev, lus mercredi soir à 15 heures par un présentateur à la télévision soviétique :

« L'Union soviétique propose de réaliser par étapes et de façon suivie le processus de libération de la Terre des armes nucléaires et de le mener à terme au cours des quinze années à venir, avant la fin du siècle (...).

« En gros, nos propositions se résument de la façon suivante :

« PREMIÈRE ÉTAPE. — Pendant cinq à huit ans, l'URSS et les États-Unis réduisent chacun de moitié les armes nucléaires capables d'atteindre le territoire de l'autre et conservent au maximum six mille charges sur les vecteurs restants. Il va de soi qu'une telle réduction n'est possible que si l'URSS et les États-Unis renoncent conjointement à créer, à tester et à déployer des armements spatiaux de frappe. L'Union soviétique a plus d'une fois déclaré que la création des armes spatiales de frappe ruinerait tout espoir de réduction des armements nucléaires sur terre.

« La première étape sera celle de l'élaboration et de l'application d'une décision de liquidation complète dans la zone européenne des missiles de moyenne portée de l'URSS et des États-Unis — balistiques et de croisière — à un tout premier pas vers la libération du continent européen des armes nucléaires. Dans ce contexte, les États-Unis doivent s'engager à ne pas fournir de missiles stratégiques et de moyenne portée à d'autres États, tandis que la Grande-Bretagne et la France s'engagent à ne pas accroître leurs armements nucléaires respectifs.

« Il est nécessaire que l'URSS et les États-Unis s'entendent au départ sur la cessation de toutes les explosions nucléaires et lancent aux autres États un appel à adhérer sans tarder à un tel moratoire.

« DEUXIÈME ÉTAPE. — Au cours de cette étape, qui doit commencer en 1990 au plus tard et durer de cinq à sept ans, les autres puissances nucléaires abordent le désarmement nucléaire. D'abord, elles s'engagent à geler tous leurs armements nucléaires et à ne pas en avoir sur le territoire d'autres pays (...). Au cours de cette deuxième étape, il sera entrepris un autre pas radical : toutes les puissances nucléaires élimineront leurs

armes nucléaires tactiques, c'est-à-dire les engins dont la portée (rayon d'action) va jusqu'à 1 000 kilomètres. A cette même étape, l'accord soviéto-américain sur l'interdiction des armements spatiaux de frappe devrait prendre un caractère multilatéral, avec la participation obligatoire des principales puissances industrielles.

« Toutes les puissances nucléaires cesseraient les essais d'armes nucléaires. Il serait prononcé une interdiction sur la création d'armes non nucléaires basées sur de nouveaux principes physiques et proches, par leur capacité de destruction massive nucléaire ou autres.

« Au cours de la troisième étape, qui commencerait en 1995 au plus tard, la liquidation de tous les armements nucléaires existant encore arriverait à terme. D'ici la fin de 1995, la Terre est libérée des armes nucléaires et un accord universel interdisant à tout jamais la réapparition de ces armes est élaboré (...).

« LE CONTRÔLE.

« Le contrôle des destructions et limitations d'armements s'effectuerait aussi bien par les moyens techniques nationaux que par des inspections sur place. L'URSS est prête à négocier toutes autres mesures de contrôle supplémentaires (...).

« PROLONGEMENT DU MORATOIRE SUR LES ESSAIS NUCLÉAIRES.

« Nous prolongons de trois mois notre moratoire unilatéral sur toutes les explosions nucléaires, qui est venu à échéance le 31 décembre 1985. Ce moratoire restera encore plus longtemps en vigueur si les États-Unis, de leur côté, mettent fin à leurs expériences nucléaires. Nous proposons encore une fois aux États-Unis de se joindre à cette initiative dont la portée est littéralement évidente pour chaque habitant de la planète (...).

« Nous déclarons sans ambiguïté que le contrôle ne constitue pas pour nous un problème. Si les États-Unis acceptent de procéder par réciprocité à la cessation de toutes les explosions nucléaires, le contrôle nécessaire de l'application du moratoire sera pleinement assuré par les moyens techniques nationaux, ainsi qu'à des procédures internationales, y compris, au besoin, des inspections sur place. Nous invitons les États-Unis à s'entendre avec nous à ce propos (...).

« La partie américaine, toujours haute par son triple illusoire de supériorité militaire, procède à de nouvelles explosions de dispositifs nucléaires. C'est une politique stérile et dangereuse, indigne du niveau de civilisation atteint par la société contemporaine (...).

« LES ARMES CHIMIQUES.

« Nous souhaitons accélérer les négociations en vue de conclure une convention internationale efficace et vérifiable sur l'interdiction des armes chimiques et la liquidation des stocks existants de ces armes, ainsi qu'il en a été convenu à Genève avec le président des États-Unis Ronald Reagan (...). Nous sommes prêts à notifier en temps voulu les emplacements des entreprises produisant des armes chimiques et à cesser la fabrication de ces armes, à s'entendre des procédures de destruction des équipements industriels concernés, à procéder, peu après l'entrée en vigueur de la convention, à la destruction des stocks d'armes chimiques. Tout cela serait effectué sous strict contrôle, y compris au moyen d'inspections internationales sur place.

« LES ARMES CLASSIQUES.

« Nous partons du fait qu'un accord éventuel sur la réduction des troupes nécessitera naturellement un contrôle bien pensé. Nous y sommes prêts, et, concernant l'application des engagements relatifs au gel des effectifs, on pourrait, en plus des moyens techniques, nationaux, créer, dans la zone soumise aux réductions, des postes permanents de surveillance des mouvements de toutes les troupes (...).

« A notre avis, surtout dans la situation actuelle, il faut réduire les effectifs des troupes participant aux manœuvres militaires d'envoie qui doivent être réduites, conformément à l'Acte final d'Helsinki.

« L'ASIE.

« Nous attachons une grande importance au fait que les deux puissances nucléaires du continent asiatique, l'URSS et la République populaire de Chine, se sont engagées à ne pas utiliser les premières d'armes nucléaires. La réalisation de notre programme changerait radicalement la situation en Asie, épargnerait également aux peuples de cette partie du globe la peur de la menace nucléaire et chimique et élèverait la sécurité dans cette région à un niveau qualitativement nouveau.

« Accueil favorable » à Washington

De notre correspondant

Washington. — Les dirigeants américains ont réagi positivement, bien qu'avec une prudence marquée sur le fond, aux propositions présentées mercredi 15 janvier par M. Gorbatchev en vue d'une élimination sous quinze ans de « toutes les armes nucléaires ». Averti de leur teneur avec quelques heures d'avance, M. Reagan a très rapidement fait diffuser un court communiqué dans lequel il déclare « accueillir favorablement la dernière réponse soviétique » et « espérer qu'elle représente un nouveau pas utile ».

« Nous allons, avec nos alliés, soigneusement étudier les suggestions du secrétaire général », dit le président américain, avant d'ajouter que celles-ci comportent « beaucoup d'éléments inconnus (qui) continuent de nous préoccuper sérieusement », mais aussi « d'autres qui peuvent, à première vue, être constructifs ».

C'est ce même adjectif de « constructif » qu'a employé, dans un entretien télévisé, le secrétaire d'État, M. George Shultz, pour qui les propositions de M. Gorbatchev ne sont exemptes ni de « pièges » ni de « problèmes ».

La volonté d'ouverture affichée tant à la Maison Blanche qu'au département d'État tranche avec les rejets catégoriques que chacune des deux superpuissances opposait il y a encore peu aux initiatives de l'autre. Elle tient naturellement à la veille de la reprise, ce jeudi, des pourparlers bilatéraux à Genève — au désir de M. Reagan de ne pas sembler brouiller les séduisantes perspectives ouvertes par M. Gorbatchev. Significativement, le communiqué présidentiel rappelle d'ailleurs que, « dès 1981 », M. Reagan avait pris position pour l'abandon des armes nucléaires de portée intermédiaire et qu'il s'était prononcé pour « l'abolition totale des armes nucléaires » deux

ans plus tard, devant la diète japonaise.

Au-delà de ces assauts de séduction en direction des opinions publiques occidentales et du Congrès américain en particulier, l'intérêt manifesté par les dirigeants des États-Unis n'est peut-être pourtant pas seulement formel. Deux points au moins paraissent, en effet, avoir retenu leur attention dans la déclaration que M. Gorbatchev a fait lire à la télévision soviétique en début de soirée — c'est-à-dire à l'heure du déjeuner à Washington.

Bien qu'il ait sans aucune ambiguïté lié l'ensemble de ses offres à un renoncement américain à la mise en place des éventuelles armes antimissiles de l'initiative de défense stratégique, M. Gorbatchev n'a d'abord fait explicitement référence qu'à une interdiction de « créer, tester et déployer » ces armes. Les recherches — c'est-à-dire le stade actuel — ne sont pas mentionnées explicitement, encore que le secrétaire général du PC soviétique affirme plus loin qu'il faut interdire la « mise au point » de telles armes, le contrôle d'une telle interdiction incluant « l'accès de missions d'inspection aux laboratoires concernés ». Cela, loin de là, ne résout pas tout. Mais, après les fluctuations de ces derniers mois, on pourrait en être de nouveau à un point de départ pour de difficiles discussions sur un compromis faisant entrer en ligne de compte la définition (toute contractuelle) de ce que sont des recherches.

Le jour même où avaient lieu ces échanges par médias interposés, était rendu public à Washington le détail des coupes imposées dans le budget de l'année en cours par l'obligation — légale depuis un mois — d'éliminer le déficit budgétaire d'ici à 1991. Les dépenses seront réduites de près de douze milliards de dollars ; pour la première fois depuis treize ans, le budget militaire réduit de 4,9 %, va en conséquence diminuer par rapport à l'année précédente — sans que soient pour l'instant touchés, il est vrai, les crédits de recherche pour les armes antimissiles.

BERNARD QUETTA.

Une porte entrebâillée

On note aussi ici qu'une porte s'est en apparence entrebâillée sur une possibilité d'accord sur les armes de portée intermédiaire (les euromissiles), dans la mesure où les dernières propositions de M. Gorbatchev impliquent plus un décompte des armes nucléaires françaises et britanniques pour l'instauration d'un équilibre qui

Du nouveau sur les euromissiles

Comme on l'a noté à Washington (voir l'article de Bernard Guetta), c'est bien en effet sur les euromissiles que les propositions de M. Gorbatchev représentent une « avancée » — et probablement la plus substantielle. Si l'on comprend bien, Moscou suggère aujourd'hui une sorte d'option « zéro » dans ce domaine, puisque la première étape du plan prévoit la liquidation concomitante des seuls missiles soviétiques et américains à moyenne portée en Europe, autrement dit des 236 missiles de croisière et Pershing-2 mis en place depuis 1983, ainsi que des 243 SS-20 visant le Vieux Continent. Des forces françaises et britanniques, il n'est plus question à ce stade.

Si la proposition est confirmée à la table des négociations de Genève, il s'agit d'un important changement de la position soviétique, puisque celle-ci avait toujours fait dépendre la suppression des SS-20 de conditions beaucoup plus draconiennes, et qu'elle impliquait encore tout dernièrement la prise en compte des armements nucléaires de Paris et de Londres.

La dernière proposition soviétique connue semblait laisser aux Américains le droit de disposer d'une centaine de missiles de croisière (les Pershing-2, eux,

devaient être liquidés) face à 210 SS-20, la différence en nombre d'ogives (530) correspondant aux arsenaux cumulés français et britanniques. Les Américains, eux, proposaient de fixer un plafond de 140 « lanceurs » de chaque côté, correspondant à autant de SS-20 et à 400 ou 500 ogives armées, selon le partage qui serait fait entre les Pershing et les missiles de croisière.

Le plan soviétique n'ait tout de même pas sans impliquer de sérieuses concessions de la part de l'Occident. En premier lieu, il n'est pas question des quelque 200 SS-20 déployés en Asie. En second lieu, les États-Unis devraient s'engager de la première étape à ne fournir à leurs alliés européens aucun missile, ce qui voudrait dire que Londres devrait renoncer aux Trident commandés à Washington et en rester à ses engins Poséidon actuels. En troisième lieu, la Grande-Bretagne comme la France devraient « gel » leurs arsenaux, ce qui signifierait pour Paris l'arrêt du remplacement des missiles sous-marins M 20 par l'engin à plusieurs têtes M 4. Enfin, les deux puissances européennes devraient s'interdire tout essai nucléaire à partir de la deuxième étape, c'est-à-dire en 1990 au plus tard, et renoncer

complettement à leurs arsenaux après 1995, début de la troisième étape.

Notons tout de même que ce volet européen des propositions soviétiques reste déconnecté des deux autres chapitres discutés à Genève sur les armes spatiales et les armements intercontinentaux. En d'autres termes, la mise en place d'une défense spatiale américaine interdirait la réduction des arsenaux centraux des deux superpuissances, mais pas la liquidation des euromissiles, ce qui rend l'hypothèse à la fois plus séduisante et plus plausible. Il reste à voir, bien entendu, si cette déconnexion resterait valable au cas où la création d'une défense européenne antimissile serait envisagée, comme il en est question, entre la France et la République fédérale.

Pour être la proposition soviétique vue-t-elle précisément à empêcher une telle éventualité. Mais elle pourrait en tout cas brouiller les cartes dans le camp occidental et présenter sous un jour nouveau, auprès des opinions, le dossier sur lequel la page semblait avoir été tournée avec l'application de la décision de l'OTAN de 1978.

MICHEL TATU.

Breyten Breytenbach



Breyten Breytenbach

Une saison au Paradis

roman de l'été

Breyten Breytenbach

Feuilles de route

essais, romans, nouvelles de son voyage en Afrique du Sud

Peintre, poète et écrivain, Breyten Breytenbach est née en 1939 à Bonnievale (province du Cap) en Afrique du Sud. Par ses écrits politiques et ses récits imaginaires, elle affirme, par son écriture, la possibilité d'une « autre » Afrique du Sud.

89 F
95 F

S E U I L

PROCHE-ORIENT

Yémen du Sud

La rébellion semble écrasée

« Ils gisent dans les poubelles de l'histoire »

Les forces loyales au président sud-yéménite, M. Ali Nasser Mohamed, sembleraient, mercredi 15 janvier, en fin de journée, avoir écarté la rébellion après trois jours de combats acharnés à Aden. Selon diverses sources occidentales, un message du chef de l'Etat a été lu mercredi sur les ondes de Radio-Aden, restée silencieuse depuis lundi. La déclaration du président appelait la population à rester calme et affirmait que les forces loyales étaient en train de réduire « des poches de résistance ».

Une agence de presse du Golfe, GNA, assure même que le président sud-yéménite qui ne s'était pas manifesté publiquement depuis la tentative du coup d'Etat, lundi, serait apparu mercredi à la télévision, en bonne santé, pour adresser un bref message au pays. De son côté, l'ambassadeur soviétique à Djibouti, assure que le président n'a pas été blessé dans les combats comme l'avaient affirmé ces jours derniers plusieurs quotidiens arabes. Selon le

diplomate, « tout rentre dans l'ordre, et que seules subsistent quelques faibles poches de résistance ». La tentative de coup d'Etat et le complot, poursuit-il, ont été déjoués.

Une source gouvernementale sud-yéménite, interrogée à Aden par l'agence Reuter, assurait mercredi : « La plupart des éléments rebelles, qui appartiennent à la droite opportuniste, ont été arrêtés (...) et de nombreux autres qui ont tenté d'assassiner le président Ali Nasser Mohamed se sont rendus. (...) La vie redevient progressivement normale ».

Radio-Aden a confirmé que l'ancien président, Abdel Fatah Ismail et trois autres hauts responsables (le colonel Ali Mohamed Antar, Ali Salem al Beedi et Ali Shai), accusés d'avoir fomenté la tentative de la « droite opportuniste », ont été exécutés lundi. Ils voulaient apporter la mort au peuple, a dit Radio-Aden, et maintenant

ce ne sont plus que des cadavres gisant dans les poubelles de l'histoire. D'autres ont été arrêtés et vont être jugés. Cependant, une autre radio, émettant du nord de la capitale, a démenti que ces quatre exécutions aient eu lieu.

Le quotidien Al Ithihad d'Abou-Dhabi (Emirats arabes unis) croit savoir, pour sa part, que l'un des conjurés, le colonel Antar, a été tué à coups de revolver, lundi 13 janvier, pendant une réunion du comité central du parti socialiste yéménite à laquelle participait le président Ali Nasser Mohamed.

Les combats ont, semble-t-il, baissé d'intensité mercredi, même si des affrontements sporadiques, mais très durs, étaient encore signalés alentour de la présidence de la République et de l'aéroport. Les violences battaient de lundi et mardi, auxquelles ont pris part toutes les armes (lire d'autre part le témoignage recueilli par J. de Barrin), auraient fait un grand nombre de victimes et plusieurs ambassades ont

été endommagées, notamment celles de Grande-Bretagne, d'Italie et du Portugal.

A Paris, le ministre des relations extérieures, M. Dumas, a indiqué que quelque cent trente Français résidant à Aden avaient été regroupés à l'hôtel Méridien.

D'autre part, le premier ministre du Yémen du Sud, M. Haider Aboubaker Al-Attas, qui se trouvait en visite officielle à New-Delhi, ces trois derniers jours, s'est envolé mercredi soir pour Moscou. Avant son départ, il s'est déclaré « entièrement confiant » dans les capacités du pays à mettre en échec le coup d'Etat.

A Moscou, la presse gardait toujours le silence mercredi sur cette affaire. Seule une dépêche de l'agence Tass, lundi, avait évoqué la situation au Yémen du Sud pour condamner les insurgés qualifiés de « contre-révolutionnaires » (AFP/AP Reuter).

M. George Shultz presse les Européens de s'associer aux sanctions contre Tripoli

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a fermement exhorté mercredi 15 janvier les alliés européens des Etats-Unis à s'associer aux sanctions contre la Libye, tout en exprimant la détermination de Washington d'agir, seul s'il le fallait, contre les « incontestables » menées terroristes du colonel Kadhafi.

Dans une conférence de presse transmise par satellite depuis Washington dans plusieurs capitales européennes, M. Shultz n'a pas formellement exclu le recours à l'option militaire. Interrogé sur une telle éventualité, à la suite du renforcement du dispositif naval américain au large des côtes libyennes, le secrétaire d'Etat a répondu par un « no comment », ajoutant toutefois : « Comme la situation devient plus tendue, nous voulons être sûrs d'avoir les moyens nécessaires à notre disposition ».

Mercredi, le porte-avions américain Saratoga, accompagné par un croiseur lance-missiles, un destroyer et un navire de soutien logistique, a franchi le canal de Suez pour entrer dans la Méditerranée. L'arrivée de deux navires de guerre soviétiques dans cette zone porte à vingt-huit, dont six bâtiments de combat, le nombre total des unités soviétiques opérant en Méditerranée, où croise, d'autre part, le porte-avions américain Coral-Sea.

La mission de M. Whitehead

Loi de se déclarer déçu par les premières réactions très mitigées des alliés européens devant l'action des Etats-Unis, M. Shultz s'est dit « encouragé » par des gestes tels que la décision de l'Italie de refuser toute vente d'armes à la Libye ou par le « point de vue très ferme » exprimé par la Norvège. Il a souligné que la prochaine venue en Europe de M. John Whitehead n'aurait pas pour objet de « forcer la main » des

alliés de l'Amérique pour qu'ils s'alignent sur la position de celle-ci, mais qu'elle viserait à « expliquer » les motifs de l'attitude de Washington face à Tripoli.

Parlant le même jour dans le cadre d'une conférence organisée à Washington sur les « conflits de faible intensité », M. Shultz a estimé que les Etats-Unis ne devaient pas hésiter à utiliser la « force » et les « actions clandestines » pour lutter contre le terrorisme. Il a qualifié d'« absurdes » les arguments selon lesquels la loi internationale interdirait aux Etats-Unis d'attaquer les terroristes sur le territoire de pays tiers ou d'« utiliser la force contre les Etats qui soutiennent, entretiennent ou abritent des terroristes ou des guerilleros ».

A Ottawa, où il commençait le voyage qui doit le conduire dans neuf pays alliés des Etats-Unis, M. Whitehead a qualifié de « fou » le colonel Kadhafi. Le secrétaire d'Etat adjoint s'est félicité des mesures prises récemment par le Canada à l'égard de la Libye. Le gouvernement de M. Mulroney a prononcé, la semaine dernière, l'interdiction des exportations vers la Libye du matériel de forage pétrolier.

Après le Canada, M. Whitehead doit se rendre en Grande-Bretagne, en République fédérale, en France, où il est attendu mardi prochain, aux Pays-Bas, en Italie, en Grèce et en Turquie.

En Libye, dans un discours prononcé devant des milliers de jeunes, le colonel Kadhafi s'est dit prêt, mercredi, à fournir des armes à des groupes arabes pro-libyens et à former des « missions-suicides ». « Je leur offre ma protection, a-t-il dit, car la Libye est une base pour la libération de la Palestine ».

Enfin, selon M. Triki, secrétaire libyen aux affaires étrangères, le colonel Kadhafi rencontrerait « très prochainement » le président algérien Chadli. — (AFP, Reuter.)

UN TÉMOIGNAGE SUR LE DÉBUT DES COMBATS A ADEN

Les Mig piquent sur une colonne de blindés

De notre envoyé spécial

Djibouti. — Trop content de l'avoir tiré d'une mauvaise passe, Georges Patras n'ose pas s'écarter de son bateau. Ce mercredi soir 15 janvier, dans le port de Djibouti, le commandant du *Telamon* prend le frais sur le quel. Il n'a pas envie d'aller se changer les idées en ville. Hier encore en rade d'Aden, il comptait les coups qu'échangeaient loyalistes et rebelles.

Batant pavillon libérien et affrété par Mitsui Osk. Lines, dont la Compagnie générale maritime (CGM) est l'agent à Djibouti, le *Telamon* (18 000 tonnes) arrive à Aden le vendredi soir 10 janvier. Les opérations de déchargement par barges vont leur train pendant quarante-huit heures. L'équipage — vingt-quatre hommes, Grecs en majorité, — descend à terre en fin de journée. Pas question de s'attarder au-delà de 23 heures. « Tout était normal en ville », raconte le commandant.

Rien ne l'est plus le lundi matin 13 janvier : les autorités du port font savoir au commandant Patras qu'il n'y a pas de barges disponibles pour achever le déchargement : celles-ci sont promises pour l'après-midi. A 9 heures, du pont du *Telamon*, accré à environ 300 mètres du quai, l'équipage entend des tirs d'armes légères et aperçoit des civils pris de panique dans les rues. Une heure plus tard, trois vedettes yéménites gagnent le large tandis que trois autres vont se poster entre les huit barges, dont trois barquent pavillon soviétique, au mouillage dans le port.

« Il n'y avait aucun bâtiment de guerre soviétique alors que, en août dernier, lors de ma précédente escale à Aden, j'en avais compté plusieurs », remarque le commandant du *Telamon*, qui s'interroge sur cette absence inhabituelle. « Avertis de l'imminence d'événements graves, s'étaient-ils prudemment retirés au large, voire rassemblés à

100 milles de là sur la base militaire de l'île Socatra ? » En tout cas, ses hommes constatent que les équipages des cargos soviétiques convertissent en russe, grâce à des talkies-walkies, avec d'autres navires non identifiés.

Le 14 janvier, une impressionnante colonne de chars, qui se dirige vers l'aéroport, est prise sous le feu de plusieurs Mig, qui ne parviennent pas à la stopper leur progression. « Certains étaient peints en jaune, d'autres en gris métallisé », se rappelle le commandant Patras. Détails qui, pourtant, laissent supposer, à l'en croire, que les Soviétiques auraient été main forte à l'un des deux camps.

Le 15 janvier, ces actions aériennes cèdent le pas à des attaques venues de la mer. En début d'après-midi, s'abritant derrière les cargos étrangers, les trois vedettes entrent en action et prennent pour cible la colonne de chars progressant vers la base navale et un bâtiment d'envi-ron quatre étages qu'un gardien yéménite, à bord du *Telamon*, identifie comme étant le ministère de la défense nationale, où, selon lui, seraient rassemblés quelque 2 000 hommes.

Des incendies spectaculaires

Les vedettes détruisent un char et tirent au jugé « sur les zones habitées », assure le commandant. Deux réservoirs de carburant et les oléoducs sont mis hors d'usage le long des quais, et le feu se mêle aux eaux du port. Les incendies deviennent plus spectaculaires. L'équipage du *Telamon* observe de loin le va-et-vient des ambulances qui signalent les gyrophares.

Le mardi matin 14 janvier, pas d'escalade. Appuyés par les vedettes, les marins tirent à partir de la terre ferme sur les chars, dont plusieurs sont détruits. Vers 13 h, le ministère de la défense nationale est

en feu. Les cargos au mouillage se trouvent peu à peu placés dans le champ de tir des belligérants. Un navire japonais de la compagnie Sanko Lines est « égaré ». Un obus explose à fleur d'eau à 5 m de la coque du *Telamon*.

Comment s'échapper de ce guépier ? En milieu d'après-midi, un bateau soviétique lève l'ancre. Aussitôt le *Telamon* coupe les amarres, se place dans son sillage, et met le cap sur Djibouti, à douze heures de mer. Les autres cargos suivent le mouvement mais s'en vont seulement mouiller au large. Les combats redoublent de violence dès que les bâtiments ne gênent plus les tirs.

JACQUES DE BARRIN.

JEAN-LOUIS SERVAN-SCHREIBER

Après "L'art du temps" (150 000 ex.)

LE RETOUR DU COURAGE



« La prospérité, la paix et la libéralisation des mœurs avaient pu nous faire croire que le courage, comme la volonté, l'effort et la rigueur, faisait partie des vertus d'autrefois.

Mais l'individu retrouve sa place. La vague libérale nous pousse à prendre nos responsabilités, à compter sur nous-mêmes, à façonner notre destin. Ce sera exaltant. Mais il faut du courage. »

ÉDITIONS FAYARD (216 p. - 69 F)

ASIE

Afghanistan

AVANT TOUT « CALENDRIER DE RETRAIT SOVIÉTIQUE » Kaboul exige des pourparlers directs avec le Pakistan

L'Afghanistan soumettra un calendrier de retrait des forces soviétiques de son territoire, dès que le Pakistan acceptera de participer à des négociations directes avec le gouvernement de Kaboul, a affirmé, mercredi, l'ambassadeur d'Afghanistan à l'ONU, M. Mohamed Zarif. Il a ajouté que le Pakistan et la communauté internationale seraient « agréablement surpris » par ce plan. Jusqu'ici, le Pakistan s'est formellement refusé à ouvrir des pourparlers directs avec l'Afghanistan.

M. Zarif, qui donnait une conférence de presse à l'ONU, a confirmé que, au cours de la dernière session de négociations indirectes entre le Pakistan et l'Afghanistan à Genève, le mois dernier, son ministre des affaires étrangères, M. Shah Mohamed Dost, avait remis à l'intermédiaire de l'ONU, M. Diego Cordovez, un projet écrit décrivant « la forme et les grandes lignes » d'une solution aux problèmes restant encore à régler dans le conflit.

Il a précisé que ce texte ne contenait pas un calendrier détaillé du retrait des forces soviétiques, qui

constitue le principal problème encore en suspens. Les autres aspects d'un règlement du conflit afghan ont déjà fait l'objet de projets d'accords, contenus dans trois documents distincts (le Monde du 10 janvier).

Par ailleurs, le président Babrak Karmal a estimé, mercredi, que l'économie afghane avait subi depuis 1979, du fait de la guerre, des pertes et des dégâts s'élevant à 35 milliards de dollars. C'est à lui, selon lui, l'équivalent des deux tiers des crédits consacrés au développement du pays depuis vingt ans. Toujours selon M. Karmal, l'aide apportée par l'Occident, notamment par les Etats-Unis, la Chine, le Japon et l'Arabie saoudite à ses adversaires, s'élèverait à près de 2 milliards de dollars.

Enfin, on annonçait, mercredi à Peshawar, que la défense aérienne pakistanaise avait abattu la veille un Mig-21 afghan dans l'espace aérien pakistanaise. Cette information a cependant été démentie de source militaire à Islamabad. — (AFP, Reuter.)

net francophone
ablement
cette semaine
officielles

Le vœu d'avoir vu son candidat...
L'Agence de coopération...
Le sommet sera précé...
L'ambassadeur soviétique...
Le ministre des affaires étrangères...
Le secrétaire d'Etat américain...
Le colonel Kadhafi...
Le président algérien Chadli...
Le gouvernement de M. Mulroney...
Le porte-avions américain Saratoga...
Le croiseur lance-missiles...
Le destroyer...
Le navire de soutien logistique...
Le canal de Suez...
La Méditerranée...
Le porte-avions américain Coral-Sea...
Le ministre des relations extérieures...
Le premier ministre du Yémen du Sud...
Le secrétaire d'Etat adjoint...
Le colonel Kadhafi...
Le président algérien Chadli...
Le gouvernement de M. Mulroney...
Le porte-avions américain Saratoga...
Le croiseur lance-missiles...
Le destroyer...
Le navire de soutien logistique...
Le canal de Suez...
La Méditerranée...
Le porte-avions américain Coral-Sea...
Le ministre des relations extérieures...
Le premier ministre du Yémen du Sud...
Le secrétaire d'Etat adjoint...
Le colonel Kadhafi...
Le président algérien Chadli...
Le gouvernement de M. Mulroney...
Le porte-avions américain Saratoga...
Le croiseur lance-missiles...
Le destroyer...
Le navire de soutien logistique...
Le canal de Suez...
La Méditerranée...
Le porte-avions américain Coral-Sea...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOT

(1) Les combats de Jara, de Jara...
Le FAPF...
Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

Le FAPF...

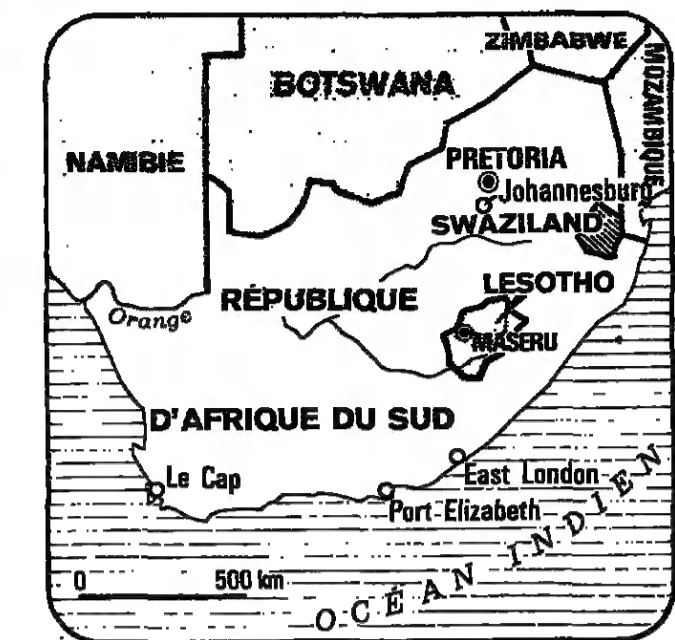
AFRIQUE

Lesotho

Manceuvres militaires ou tentative de coup d'Etat ?

Une certaine confusion persistait, jeudi matin 16 janvier, quant à la signification des troubles survenus la veille dans la capitale du Lesotho. A Londres, le Foreign Office, pour qui « il n'y avait pas lieu de s'alarmer », estime qu'il n'y a pas eu de tentative de putsch dans le petit royaume enclavé en territoire sud-africain. Le gouvernement du Lesotho a également démenti une quelconque rébellion d'une partie des forces armées, sans toutefois avancer une explication des mouvements de troupes qui se sont produits mercredi autour des bureaux du premier ministre. Il se confirme, en effet, que tous les employés, à l'exception des conseillers les plus proches du chef Jonathan, ont été expulsés de leurs bureaux par une unité d'environ cent cinquante soldats et forcés de s'enfuir. Parallèlement, des véhicules blindés avaient pris position autour des bureaux du premier ministre, d'autres patrouillaient dans les principales artères de la capitale.

Selon divers témoignages, des coups de feu auraient également été entendus. Le ministre de l'Information, M. Desmond Sixishe, a estimé qu'il s'agissait de « manœuvres » et d'« exercices militaires », indiquant toutefois qu'il n'avait aucune idée quant au but de celles-ci. Malgré ces démentis officiels, certaines sources gouvernementales ont confirmé, mercredi, qu'une lutte pour le pouvoir avait lieu actuellement à Maseru, deux camps s'affrontant à propos de l'attitude à adopter face aux activités de l'ANC (Congrès national africain).



à partir du territoire du Lesotho. Il se confirme également que cinq dirigeants de l'opposition ont été arrêtés mardi pour avoir rencontré clandestinement le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. Botha, la semaine dernière.

Le blocus de Pretoria

Un débat est en cours depuis plusieurs jours dans les milieux gouvernementaux de Maseru au sujet du blocus économique imposé par Pretoria, qui accuse le Lesotho

d'accueillir des membres de l'ANC. « Le Lesotho continuera à remplir ses obligations envers les réfugiés, et il n'y aura aucune sanction contre eux », a souligné M. Sixishe. M. P. Botha a indiqué, de son côté, que le Lesotho avait accepté de former avec l'Afrique du Sud une sous-commission chargée de la sécurité des frontières entre les deux pays, et qu'une première réunion de cette instance allait se tenir prochainement.

La survie du Lesotho, l'un des pays les plus pauvres du continent, dépend entièrement de l'Afrique du Sud, qui contrôle toutes les voies de

communication et accueille dans ses mines un quart de la population active du petit pays. Plus de 50 % du revenu national provient des salaires de ces expatriés.

Sur le plan intérieur, il est encore difficile d'avancer des certitudes à propos de la démonstration de force d'une partie de l'armée. Selon certaines sources, le conflit pourrait opposer le mouvement de jeunesse du Parti national Basotho (au pouvoir) aux unités de la force paramilitaire, le premier étant partisan de l'ANC, les seconds ne voulant pas prendre le risque d'une nouvelle attaque sud-africaine comme prix à payer de la présence au Lesotho des maquisards du Congrès national africain.

Les troupes qui ont encerclé les bureaux du premier ministre ont en effet lancé cette action au moment où avait lieu une réunion de cabinet consacrée au choix des fournitures de première nécessité que le gouvernement lesothois prévoit de faire acheminer par un pont aérien américain et britannique, pour contourner le blocus économique mis en place par Pretoria. Il semble, selon d'autres sources, que l'action de la force paramilitaire ait été contrariée par l'arrivée inopinée dans le palais du souverain du Lesotho, le roi Moshoeshoe II. Mercredi, en fin de journée, le ministre de l'Information a avancé l'hypothèse selon laquelle la tension avait pu être suscitée par la « crainte permanente d'une attaque de l'Afrique du Sud » (AFP, Reuter, UPI).

Libéria

1 500 personnes auraient été tuées lors de la tentative de putsch du 12 novembre

Abidjan (AFP). — Le coup d'Etat manqué du 12 novembre dernier au Libéria aurait entraîné la mort de mille cinq cents personnes, selon des rumeurs persistantes émanant des milieux diplomatiques occidentaux et d'opposants au régime. Le bilan qui était jusqu'à présent avancé et qui avait confirmé le ministre libérien de la justice, M. Jenkins Scott, lors d'une rencontre avec la presse la semaine dernière, était de six cents morts. Les mêmes rumeurs font état d'exécutions sommaires et d'un rituel cannibale appliqué au cadavre de l'instigateur du coup d'Etat, le général Thomas Quiwonkpa, qui aurait été dévoré par des soldats loyalistes.

Parmi ces mille cinq cents victimes, beaucoup sont des civils tués par des soldats restés loyalistes au chef de l'Etat, le général Samuel Doe, qui sont intervenus alors que l'annonce du coup d'Etat avait jeté la population dans les rues pour manifester sa joie. Prenant l'initiative d'un contre-coup d'Etat, le 1^{er} bataillon d'infanterie du camp Schefflin a tiré sur les civils se réjouissant de l'annonce du putsch, sur l'ordre direct de l'Exécutif Mansion (le palais présidentiel).

La façon dont est mort le général Thomas Quiwonkpa est également sujette à caution. Selon l'homme qui l'a trahi, le général Quiwonkpa s'est « suicidé », alors que des soldats de la tribu krahn de M. Doe, commandés par le garde du corps personnel du chef de l'Etat, le sous-lieutenant Edward Slangor, pénétraient dans sa maison, où il s'était réfugié.

Les dépositions du sous-lieutenant Slangor et du soldat Thomas Pennue qui l'accompagnait sont cependant contradictoires et indiquent, l'une, que le général Quiwonkpa s'est rendu avant de se suicider, et l'autre, qu'il a été tué alors qu'il tentait de résister à son arrestation.

Selon des diplomates et des journalistes locaux et étrangers, le corps du général Quiwonkpa a ensuite été découpé en morceaux et mangé par des soldats loyalistes au Barclay Training Center (casernement) de Monrovia. Les soldats, persuadés, selon la tradition, qu'ils acquiescent sa force en mangeant le corps d'un grand guerrier, ont dévoré des morceaux crus du cadavre. Des lambeaux du corps du général Quiwonkpa ont ensuite été transportés dans différentes parties de la capitale. Les circonstances de la mort du journaliste Charles Gbonyon, rédacteur en chef de la télévision d'Etat, tué à l'Executive Mansion, sont désormais mieux connues. Peu après la tentative de coup d'Etat, M. Doe avait indiqué que le journaliste vedette de la télévision libérienne s'était tué « de la même » (dans le palais présidentiel) accidentellement, en « manipulant une arme ».

En fait, le journaliste aurait été tué par des soldats à coups de batonnette, au premier étage du palais présidentiel, sur l'ordre de M. Doe. « Nous avons demandé le cadavre aux autorités, et à notre grande surprise il était totalement mutilé », a indiqué à l'AFP un membre de la famille du journaliste.

A la prison de Post-Stockade, d'où dix-neuf personnes — dont Isaac Bana, correspondant local de BBC, et Momolu Sackor Sirlas, directeur de publication du journal Footprints Today — ont été récemment libérées, 280 officiers, dont 75 gardes-côtes, demeurent détenus sans motif depuis le 13 novembre.

Selon des responsables des services pénitentiaires, qui ont requis l'anonymat, environ neuf cents personnes, pour la plupart originaires de la région de Nimba (Nord), comme le général Quiwonkpa, sont actuellement détenues à la prison centrale de South-Beach, au Barclay Training Center, au quartier général de la police, et dans six autres prisons de la capitale et de ses environs.

M. Bernard Blamo est nommé ministre des affaires étrangères

Le président Doe a procédé, mardi 14 janvier, à la nomination d'un nouveau gouvernement, marqué par le départ de cinq ministres (affaires étrangères, travaux publics, jeunesse et sports, mines, planification et affaires économiques) et le changement d'attribution de plusieurs autres. Le nouveau ministre des affaires étrangères est M. Bernard Blamo (en remplacement de M. Ernest Eastman), et M. James I. Nagbuh est nommé premier procureur (Chief Justice) en remplacement de M. Emmanuel Gbalazeh. D'autre part, le ministre de la justice, M. Jenkins Scott, qui conserve son poste, a annoncé que M^{me} Ellen Johnson-Sirleaf, ancienne ministre des finances et dirigeante du principal parti d'opposition, le LAP (Liberia Action Party), a été accusée de trahison pour avoir participé à la tentative de coup d'Etat. Son procès devrait débiter le mois prochain. — (AFP, UPI).

Algérie LA NOUVELLE CHARTE NATIONALE EST SOUMISE A RÉFÉRENDUM

(De notre correspondant.) Alger. — Onze millions et demi d'Algériens devaient se prononcer, ce jeudi 16 janvier, sur l'adoption de la nouvelle charte nationale. Etape ultime de l'« enrichissement » du texte de référence idéologique de l'Algérie, ce référendum, voulu par le président Chadli, clôt une opération lancée en février 1985. Pendant presque un an, celle-ci a mobilisé la scène politique et les médias algériens, qui ont fidèlement rendu compte de chaque réunion, mettant l'accent sur l'« exemplaire débat démocratique » de l'été. Quelque cinq millions de citoyens y ont pris part au cours de vingt mille meetings organisés par le parti, qui a lui-même adopté le nouveau texte en deux temps : au cours de son quinzième comité central et de son congrès extraordinaire (le Monde des 30 novembre 1985 et 28 décembre 1985).

La presse a publié intégralement le texte du nouveau document la semaine dernière. Elle continue d'appeler à voter « oui » au fil de longs commentaires argumentés, fondés sur les propos du président Chadli en accordant une large place à la campagne d'explications que les ministres et les responsables du parti ont lancée depuis samedi dernier à travers tout le pays. Rien n'a été laissé au hasard. La direction politique a mis toutes les chances de son côté pour que la nouvelle charte soit massivement adoptée.

F. F.

LES CONDITIONS DE DÉTENTION AU TOGO

« Tortures » ou « mauvais traitements » ?

Les commissions d'enquête sur la situation des droits de l'homme au Togo se suivent et ne se ressemblent pas. Depuis une semaine, plusieurs rapports de mission ont été rendus publics sur les conditions de détention des prisonniers (une vingtaine officiellement) incarcérés à la suite des explosions criminelles qui se sont produites dans la capitale togolaise en août dernier, ainsi qu'après une campagne de tracts hostiles au chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma. Une deuxième série d'explosions a eu lieu le 4 décembre (le Monde du 7 au 11 décembre), mais, à ce jour, aucune indication n'a été fournie par les autorités de Lomé sur de nouvelles arrestations.

Mercredi 15 janvier, l'Association des juristes africains (AJA), qui a séjourné à Lomé du 18 au 23 décembre, avec l'accord du gouvernement togolais, a tenu une conférence de presse à Paris. Cette commission de l'AJA conclut qu'il y a eu, « au cours de l'enquête préliminaire, c'est-à-dire avant l'ouverture de l'instruction judiciaire, des brutalités policières et sévices corporels qui ont nécessité l'hospitalisation d'au moins quatre des détenus », mais elle estime que ces brutalités « ne résulteraient pas d'instructions gouvernementales, mais du côté des enquêteurs s'estimant, à tort, couverts par le choc psychologique provoqué au sein des populations par les explosions ».

M^{re} Charles Tchoungang, de nationalité camerounaise, qui préside la commission, a indiqué que celle-ci « ne considère pas qu'il s'agit de cas de torture ».

De son côté, le gouvernement togolais a rendu public, mardi, le rapport de la commission nationale d'enquête, qui estime que les conditions de détention n'appellent, dans leur ensemble, aucune observation particulière et demande simplement

que les services de sécurité respectent le délai de garde à vue fixé par la loi. Les détenus reconnaissent, selon ce rapport, qu'ils sont correctement nourris et qu'ils reçoivent des soins médicaux si nécessaire.

Une troisième mission d'enquête, composée de deux avocats du barreau de Paris, M^{re} Melsoune et M^{re} Bourdon, mandatés par le Comité des droits de l'homme (d'entraide) et le Syndicat des avocats de France, a fait état, vendredi 10 janvier, à Paris, de ses propres conclusions, qui sont bien différentes de celles de la commission togolaise. Selon les deux avocats, le nombre des arrestations opérées depuis septembre dernier pourrait atteindre la cinquantaine. La garde à vue, dont la durée légale est de quarante-huit heures renouvelables une fois, a parfois été prolongée jusqu'à un mois ou deux. Douze détenus poursuivis pour distribution de tracts ont été battus ou torturés à l'électricité, et six d'entre eux ont dû être hospitalisés. Enfin, M. Homère Aka Adote, officiellement décédé à la suite d'une « hypertension artérielle », serait en fait mort d'une « hypertension de courtoisie », c'est-à-dire torturé à mort à l'électricité.

Des libérations

Pour Amnesty International, dont une mission s'est rendue au Togo en octobre dernier (une deuxième mission a été renvoyée par les autorités togolaises le 31 décembre), il est évident que « certaines sinon toutes les personnes arrêtées aux mois d'août et de septembre 1985 avaient été torturées ». Amnesty relève également que les quinze personnes arrêtées pour distribution de tracts sont détenues dans de mauvaises conditions et qu'elles sont enfermées à trois dans des cellules mesurant en-

viron 2 mètres de long sur 1,5 mètre de large.

Le chef de l'Etat togolais a, d'autre part, annoncé, lundi 13 janvier, la libération d'une dizaine de ces quinze personnes, à l'occasion de la fête de la libération nationale qui marque le dix-neuvième anniversaire de son accession au pouvoir. En outre, compte tenu des « excellentes relations d'amitié et de coopération avec la France », le général Eyadéma a accordé une remise du reste de leur peine à deux Français, MM. Christian Fessio et Henri Michel, condamnés pour escroquerie dans une affaire de transport de pétrole à La Mecque à un an de prison et au remboursement à l'Etat togolais de 37,7 millions de francs CFA. Enfin, cent quatre-vingt-onze condamnés de droit commun (soit, selon les chiffres officiels, un cinquième de la population pénitentiaire du pays), ont été libérés à compter du lundi 13 janvier.

On constate donc les différences d'appréciation entre, d'une part, les conclusions de l'AJA, qui, selon M^{re} Tchoungang, « doit pour être efficace dialoguer avec les Etats » et, d'autre part, celles d'Amnesty International et des avocats mandatés par le Syndicat des avocats de France. Il reste que les conditions de détention au Togo, qu'il s'agisse de « tortures » ou de « mauvais traitements », sont préoccupantes et que les quatre détenus (chiffre officiel) incarcérés à la suite des explosions d'août dernier, attendent toujours de passer un jugement.

Pour le président Eyadéma, dont le pays doit accueillir le prochain sommet franco-africain et qui, à ce titre, a besoin de radorer l'image de marque de son régime, les conclusions de l'AJA sont presque insupportables.

LAURENT ZECCHINI.

AMÉRIQUES

AU CONGRÈS DU PEN CLUB A NEW-YORK

Vif incident entre Günter Grass et Saul Bellow

La répression contre les écrivains et les journalistes s'est encore accrue en 1985 à travers le monde. Selon un rapport du Pen Club international rendu public, mercredi 15 janvier, à New-York, où se tient le 48^e congrès de cette organisation, au moins quatre cent quarante et un écrivains sont actuellement emprisonnés, assignés à résidence, internés dans des hôpitaux psychiatriques ou condamnés à l'exil intérieur. Les pays où les écrivains sont le plus maltraités, indique le rapport, sont Cuba, l'Iran, l'Union soviétique, la Turquie et le Vietnam.

De notre correspondant

Washington. — Le 48^e congrès du Pen Club international, qui doit clore ses travaux vendredi 17 janvier, se poursuit dans une atmosphère où la littérature semble tenir toujours aussi peu de place. Le séminaire sur « L'art de la traduction » s'est déroulé devant des chaises vides. Devant la tournure des événements, certains participants, comme le Français Claude Simon, commencent à tenir des propos désabusés : « Je suis toujours surpris que dans leurs réunions les écrivains parlent politique et non littérature », a déclaré le récent prix Nobel, ajoutant : « Pour moi, écrire, c'est rechercher quelque chose et ne pas exprimer des idées ».

C'est, de nouveau, Günter Grass qui a fait figure d'enfant terrible, se substituant ainsi à Norman Mailer, passablement assagi. L'écrivain d'Allemagne fédérale mit le feu aux poudres en s'en prenant vigoureusement à Saul Bellow, qui, dans son intervention, avait affirmé que la philosophie des XVIII^e et XVIII^e siècles avait créé un type de société « dans l'ensemble libre et prospère ».

Justice et liberté

« En entendant Saul Bellow parler de démocratie, tonna Günter Grass, je me demandais où je me trouvais. J'aurais voulu entendre l'écho de ses paroles dans le South Bronx [un quartier misérable de New-York], où les gens sont sans abri, sans nourriture et sans la possibilité de vivre la liberté que vous et d'autres trouvez dans ce pays. » Saul Bellow répliqua qu'il n'avait jamais prétendu que la justice sociale régnait aux Etats-Unis et qu'il y avait des « poches » de misère.

La discussion rebondit avec l'intervention de plusieurs écrivains immigrés ou réfugiés. M. Zagajewski, un Polonais vivant à Paris, félicita Saul Bellow, « un vieux défenseur de la liberté ». A quoi un écrivain sud-africain, résidant lui

aussi dans la capitale française, répliqua : « Il se peut que la liberté et la prospérité des Etats-Unis soient fondées sur le manque de liberté, la misère et l'exploitation de très grandes parties du globe, y compris l'Afrique du Sud ».

Le poète américain Allan Ginsberg critiqua « la bureaucratie totalitaire » de l'Union soviétique. Mais il souligna, à propos du Nicaragua, que les Etats-Unis corrigent « les ravages que nous avons infligés à l'Amérique latine et ailleurs ». En contre-point, l'écrivain d'origine russe, Vassili Axionov, qui vit aujourd'hui à Washington, déclara qu'il ne comprenait pas pourquoi les écrivains allemands étaient toujours si prompts à critiquer les Etats-Unis. Il leur recommanda « d'y réfléchir à deux fois avant d'établir des parallèles entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ».

Comme pour souligner la difficulté de certaines situations, un écrivain noir des Etats-Unis, Tony Morrison, avait déclaré auparavant : « A aucun moment de ma vie, je ne me suis senti américain... ».

HENRI PIERRE.

Colombie

• Le pape Jean-Paul II inaugurerait le parc national d'Armero. — Le parc national de l'Espérance, créé sur le périmètre urbain d'Armero à la mémoire des vingt-trois mille victimes de l'éruption du volcan Nevado del Ruiz, sera inauguré par le pape Jean-Paul II au cours de la visite qu'il doit effectuer en Colombie du 1^{er} au 6 juillet 1986.

A cette occasion, le souverain pontife célébrera une messe sur les lieux de la catastrophe, a indiqué le ministre colombien de la santé, en précisant qu'il avait ordonné que les travaux en cours à Armero (édification d'une chapelle et d'un monument à la mémoire des victimes et reboisement) soient hâtés dans la perspective de cette visite. — (AFP).

MAXIMILIEN
106-Bld Saint Germain Paris 6

SOLDES

Prêt à Porter de Luxe pour Hommes

GRIFFE

VALENTINO - NINO CERRUTI
HUGO BOSS - YVES SAINT LAURENT
LA SQUADRA - ENRICO COVERI
DANIEL HECHTER - ETC...

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier

ANTWERP NEW YORK

COULIS INTERIEURS D'UNE REPARATION DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR

Pour toutes informations :
Schepens 1/7 - 2018 Antwerp
Tél. : 03/222.07.98 - Belgique

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
LOISIRS

LE STEACK DE
DE DROITE.

Un peu à droite,
c'est pas en art

مكتبة الامم المتحدة

EUROPE

LE DÉBAT EN GRANDE-BRETAGNE SUR L'AFFAIRE WESTLAND

M^{me} Thatcher a bénéficié aux Communes du soutien embarrassé de sa majorité

De notre correspondant

Londres. - Le grand débat qui a eu lieu aux Communes mercredi 15 janvier et s'est prolongé tard dans la soirée a été quelque peu décevant. M^{me} Thatcher et son cabinet s'en sont tirés à bon compte, sans toutefois convaincre ni parvenir à dissiper le malaise créé par l'affaire Westland au sein du Parti conservateur après le départ de M. Heseltine, l'ancien ministre de la défense, et les maladroites de M. Léon Brittan, ministre de l'Industrie et du Commerce.

Le Parti travailliste, soutenu par les formations centristes, demandait que le comportement du gouvernement dans toute cette affaire soit soumis à l'examen d'une commission parlementaire spéciale. La motion déposée en ce sens a été rejetée par 370 voix contre 217. Ce résultat montre que les conservateurs, quels qu'ils soient, ont des doutes, ont préféré serrer les rangs. Les défections ont été très rares (trois, dont celle de M. Heseltine), contrairement à ce qui s'était produit à plusieurs reprises au cours des deux dernières années lors d'autres débats, où les rebelles dans la majorité avaient été plus nombreux.

Mais, sur les bancs conservateurs, le silence qui a suivi les difficiles explications de M. Brittan en disait long sur l'incompréhension de beaucoup de députés de la majorité qui, en d'autres temps, n'auraient pas

manqué de donner de la voix pour contrer les huées de l'opposition. C'était manifestement un silence gêné devant la dénonciation d'un « style de gouvernement » de plus en plus contesté. Cette expression fait l'objet de toutes les discussions en ce moment, car l'affaire Westland a de nouveau mis en lumière une façon de gouverner qui, à l'encontre des traditions politiques britanniques, s'avère de moins en moins transparente, quand elle n'est pas taxée d'autoritarisme.

Cela suppose l'existence d'une équipe dirigeante de plus en plus homogène, composée d'hommes dociles ou zélés - comme M. Brittan - et d'où sont exclues les personnalités susceptibles d'avoir un avis différent de celui de M^{me} Thatcher. M. Heseltine était le dernier en date sur une liste d'une quinzaine de ministres remerciés pour opinion non conforme.

Accusation et soupçons

La publication jeudi 16 janvier d'un sondage réalisé par le *Daily Telegraph* ne peut que contribuer à renforcer l'inquiétude des conservateurs et les confirmer dans l'idée qu'ils peuvent s'offrir le luxe d'autres crises internes, telle celle causée par l'affaire Westland, sans hypothéquer gravement leurs chances pour les prochaines élections. Selon cette enquête effectuée depuis la démis-

sion de M. Heseltine, le Parti conservateur se retrouve en troisième et dernière position avec seulement 29,5 %, derrière l'Alliance social-démocrate-libérale (35 %) et le Parti travailliste (34 %).

En dépit des accusations de M. Heseltine et des soupçons de l'opposition et d'une partie de la majorité, M. Brittan a maintenu sa version devant les Communes : lui-même, le premier ministre et le reste du cabinet n'ont pas cherché à « intervenir » dans la compétition qui oppose, à propos de l'avenir de Westland, la compagnie américaine Sikorsky au consortium européen dont fait partie British Aerospace, le principal constructeur aéronautique britannique. M. Brittan a démenti les propos que lui prête la direction de British Aerospace, lors de l'entrevue qu'il a eue avec celle-ci le samedi dernier. Il a contesté le compte rendu contenu dans la fameuse lettre du président de British Aerospace que deux jours plus tôt il avait feint d'ignorer, ce qui l'avait contraint à présenter au Parlement des excuses embarrassées.

Cette lettre publiée juste avant le débat montre que les dirigeants de British Aerospace ont bien compris que M. Brittan leur signifiait que leur attitude était contraire à « l'intérêt national » et qu'il les invitait à se « retirer » du consortium. M. Brittan a déclaré que, selon lui, il s'agissait d'un « malentendu » et

qu'il n'avait fait que présenter des observations soulignant les inconvénients d'une prolongation de l'affaire Westland pour l'avenir déjà compromis de cette société et pour les relations entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, en raison du ton « anti-américain » des adversaires de Sikorsky.

Interrompu sans cesse, notamment par M. Heseltine, haï par les députés de l'opposition, M. Brittan a dû se rassurer sans pouvoir terminer son discours. Quelques instants plus tard, en pleine nuit, British Aerospace devait lui porter un nouveau coup en rendant publiques les notes prises par son directeur général durant l'entretien en question. Ces notes confirment la version des dirigeants de la firme. L'obstruction de ceux-ci à mettre le premier ministre en difficulté est assez surprenante. Largement tributaire des aides et des commandes du gouvernement, cette grande compagnie privée par M^{me} Thatcher n'hésite pas à placer le cabinet devant ses propres contradictions.

« Absurdes »

Tout en se faisant l'avocat de M. Brittan, M^{me} Thatcher a pris longuement la parole pour répondre en détail aux accusations formulées depuis une semaine par M. Heseltine. Elle les a qualifiées littéralement d'« absurdes », affirmant que le gouvernement ne s'était pas départi de sa volonté de neutralité dans l'affaire. Elle a surtout refusé avec insistance les allégations de M. Heseltine, qui avait dit que le premier ministre avait tenté pour empêcher que le cabinet prenne sérieusement en considération ses remarques en faveur de la coopération européenne. M^{me} Thatcher a vivement dénoncé le comportement de l'ancien ministre de la défense : « Il était prêt, a-t-elle dit, à apprécier les avantages de la responsabilité collective [du cabinet] sans en admettre les contraintes ».

M. Heseltine n'a pas été ébranlé par cette riposte. Il a même ajouté une nouvelle pièce au dossier : le Foreign Office aurait entrepris une démarche auprès du gouvernement italien pour que celui-ci n'apporte aucun appui au ministre britannique de la défense, bien que l'Italie ait un intérêt certain dans l'affaire, puisqu'il contrôle Augusta, l'une des firmes du consortium européen. D'autre part, M. Heseltine a déclaré que la Grande-Bretagne ne pouvait « dîner à la carte » en Europe, c'est-à-dire se joindre à celle pour Airbus ou un projet d'avion de combat futur, par exemple, tout en se servant ailleurs pour les hélicoptères.

Pendant ce temps, les manœuvres se poursuivent à la Bourse de Londres, où le camp Sikorsky et celui du consortium européen se disputent à outrance et au prix fort les actions de Westland avant l'assemblée décisive des porteurs de parts de cette société, vendredi. Malgré les opérations d'un mystérieux acquéreur qui semble agir pour le compte de Sikorsky, les partisans du consortium prétendent s'être assurés de 28 % des parts, ce qui serait largement suffisant pour atteindre la minorité de blocage (25 %) afin de repousser l'offre de la compagnie américaine, seule mise aux voix pour le moment.

FRANCIS CORNU.

Espagne

■ Trois Basques tués par la police espagnole. - Trois jeunes Basques ont été tués le mercredi 15 janvier près de Saint-Sébastien au cours d'une fusillade avec des membres de la garde civile, a annoncé la radio. Ils avaient ouvert le feu sur un camion. Ils appartenaient à l'ETA militaire. - (Reuters.)

Tous les goûts sont dans la culture

Un grand débat sur la TV

Vend. de 20h30 à 21h30

Ne ratez pas « télé caviar ou télé salami », le « Grand Débat » de Jacques Julliard auquel participent Michèle Cotta, Christophe Riboud, Jean Denis Bredin, Bertrand Tavernier et Marcel Bluwal.

Afrique du sud : un témoignage à chaud

Sam. de 10h à 10h40

Vous voulez savoir ce qui se joue en Afrique du Sud ? Écoutez dans « Voix du Silence », l'émission d'Antoine Spire, le témoignage de Nadine Gordimer, l'une des plus importantes romancières d'Afrique du Sud.

L'histoire d'un continent

Sam. de 14h à 15h30

Un récit passionnant par l'une des grandes figures de la littérature latino-américaine : Mario Vargas Llosa. Écoutez l'entretien recueilli la semaine dernière à Lima par Alain Veinstein : c'est l'histoire d'un continent.

L'homme et ses origines

Sam. de 15h30 à 19h

Non pas un cours magistral mais un éclairage vivant et contrasté. Suivez Yves Coppens selon son « Bon Plaisir ». Avec Marie-Faule Vettes, vous y rencontrerez des personnalités inattendues. Entre autres Léopold Sédar Senghor, Françoise Hardy, Jean-Pierre Changéux, Véronique Sanson, Philippe Taquet.

La chanson dans le métro

Sam. de 20h à 20h30

La voix d'un grand poète. François-Régis Barbry a invité pour vous Francis Lemaire à chanter dans le métro « La Ballade d'un Parisien ».

La nuit ça continue

Dimanche de 2h à 4h

La nuit, vous pouvez aussi écouter une rediffusion d'« India Song » de Marguerite Duras (samedi de 1h à 3h) ou un portrait d'Erik Satie datant de 1954 avec notamment Blaise Cendrars, Jean Cocteau, Georges Auric, Francis Poulenc et Darius Milhaud. Car France Culture émet désormais 24 heures sur 24.



En modulation de fréquence

Pologne

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M^{me} DUFOIX CONCERNANT LES PROPOS DU DOCTEUR EDELMAN

Les droits de l'homme et le tact

De notre envoyé spécial

Varsovie. - Intervenir efficacement dans certains cas humanitaires, ou bien se faire valoir, il faut parfois choisir. Faute d'avoir su le faire, M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'État aux relations extérieures, et M^{me} Georgina Dufoux se sont placés eux-mêmes dans une situation inconfortable. Le porte-parole du gouvernement français n'a-t-il pas annoncé à Paris, mercredi 15 janvier, après le conseil des ministres, que les autorités polonaises avaient autorisé M. Marek Edelman, ancien responsable régional de Solidarité et ancien commandant en second de l'insurrection du ghetto de Varsovie, à « venir vivre en France » ? Ce qui a inévitablement provoqué un démenti furieux de l'intéressé lui-même, qui a rappelé avoir déjà demandé à M. Baylet « d'aller se faire voir ».

Les faits sont simples. Le docteur Marek Edelman, cardiologue réputé, chef de service dans un hôpital de Lodz, est un homme connu et respecté. L'un des rares survivants de l'insurrection du ghetto, il s'est tout de suite rangé en 1980 du côté de Solidarité, dont il a été délégué au congrès de 1981, adoptant d'ailleurs des positions assez radicales, comme la plupart des représentants de sa région.

Quand l'état de guerre est proclamé, il est arrêté comme des milliers de responsables du syndicat, mais relâché au bout de quelques heures. Les autorités se sont aperçues très vite qu'interner un tel homme aurait été une énorme bêtise.

Ce qui ne les empêche pas d'en commettre une autre lorsque, en avril 1983, elles lui interdisent de participer à la célébration du quarantième anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie. C'est que M. Edelman est un opposant. Et les opposants n'ont pas le parole.

Depuis plusieurs années, M. Edelman souhaitait se rendre en voyage en France, où vit sa femme, mais les autorités lui refusaient systématiquement son passeport, comme elles le font pour nombre de personnalités proches de Solidarité. Cependant, jamais M. Edelman n'avait exprimé l'intention d'émigrer définitivement, et nul ne pouvait l'ignorer.

Lors de la visite-surprise du général Januszko à Paris, le président Mikhaïl Gorbatchev son cas. Et, sur ce point précis - et jusqu'à plus ample informé, sur ce point seulement - les demandes françaises sont satisfaites. Le 2 janvier, M. Edelman reçoit son passeport. Ce que l'AFP annonce d'ailleurs depuis Varsovie. Sur ce, M. Jean-Michel Baylet arrive le 8 janvier en Pologne.

D'emblée, il est clair qu'il ne fera, contrairement à ses prédécesseurs occidentaux, aucun geste public en direction de l'opposition. Mais il est tout aussi clair qu'il cherche à « compenser » cette attitude.

C'est alors que lui vient, en dépit des réserves contenues exprimées par certaines personnes compétentes, l'idée d'emmener lui-même M. Edelman en France, vingt-quatre heures plus tard, dans le Mystère-20 du GAMI. M. Jean-Michel Baylet a-t-il sincèrement cru que l'agence était extrême ? Que M. Edelman devait tout planter pour partir avec lui dans son bel avion ? A-t-il confondu la situation des réfugiés et celle des opposants polonais ? L'idée est en tout cas, si saugrenue, que les journalistes français sur place s'absolument charitablement d'en faire état ; tout comme du refus, d'abord poli, puis fermement réitéré, de l'intéressé.

Mais quand M. Edelman prend connaissance de la déclaration faite mercredi, à la sortie du conseil des ministres, par M^{me} Dufoux, il explose : « Quel

intérêt poursuit donc M. Baylet ? Que veut-il donc vendre ? En tout cas, je ne lui dois rien. » Certains penseront que M. Edelman est un peu ingrat. D'autres, qu'un minimum de tact aurait été de pénible décalage, qui doit bien faire rire les alliés du pouvoir... à Varsovie.

JAN KRAUZE.

M. BAYLET : un « malentendu »

Un « malentendu » dans l'exposé fait par M^{me} Georgina Dufoux a été à l'origine des contradictions apparues à propos du séjour en France du docteur Edelman, a déclaré mercredi M. Jean-Michel Baylet. « Il n'a jamais été question que le docteur Edelman émigre en France, mais seulement qu'il puisse se rendre en visite privée à Paris pour voir sa femme », a-t-il ajouté.

« Les autorités françaises avaient attiré l'attention des autorités polonaises sur le problème de M. Edelman, et celles-ci m'ont informé lors de mon séjour qu'il pourrait venir voir sa femme en France », a précisé M. Baylet. Le secrétaire d'État a indiqué avoir également parlé avec les autorités polonaises d'un « certain nombre d'autres cas de rapprochement des familles ». « Pour l'un de ces cas, a-t-il dit, j'ai obtenu un accord immédiat et, sur deux autres, les autorités polonaises m'ont dit les étudier avec intérêt. » M. Baylet n'a pas précisé de qui il s'agissait.

En ce qui concerne les déclarations du docteur Edelman sur une proposition de M. Baylet de le ramener lui-même en France, le secrétaire d'État a déclaré : « Alors que j'étais à l'ambassade de France, on m'a signalé que M. Edelman était dans les locaux, et, par courtoisie, je lui ai fait proposer de venir en France dans mon avion. Il m'a fait répondre « non », car il avait déjà organisé son voyage. »

LE STEACK DE GAUCHE AUGMENTE MOINS VITE QUE CELUI DE DROITE.

C'est la gauche qui a gagné la bataille de l'inflation en France. Mieux, 1985 a vu la disparition de l'écart d'inflation entre la France et les grands pays industriels. Ce que la droite a été incapable de réussir en 20 ans, la gauche l'a fait en moins de 5 ans. La France revient de loin mais repart du bon pied. Aujourd'hui, la compétence est à gauche.

Un pas à droite, c'est trois pas en arrière.



politique

LE DÉBAT SUR L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Au Sénat, l'opposition s'inquiète de la volonté « d'obstruction » du P.C.

La commission des affaires sociales du Sénat, qui a entendu, mercredi 15 et jeudi 16 janvier, les représentants des sept organisations syndicales et professionnelles sur le projet de loi d'aménagement du temps de travail, devait désigner, ce jeudi après-midi, son rapporteur, fonction à laquelle était seul candidat M. Louis Boyer, sénateur RPR du Loiret.

L'opposition majoritaire au palais du Luxembourg s'inquiète de la volonté « d'obstruction » manifestée par les sénateurs communistes. Ces derniers refusent qu'ils s'abstiennent tous les jours à la procédure pour empêcher le vote de ce texte, les responsables de la majorité sénatoriale ne veulent pas apparaître complices. Ainsi, M. Adolphe Chavirin, président du groupe de l'Union centriste et de l'inter-

groupe UDF du Sénat, a dénoncé, mercredi, le danger que représenterait pour la démocratie le fait que tel ou tel groupe décide d'utiliser tous les moyens d'une procédure déjà contraignante pour faire échec à une discussion sérieuse des textes.

Pour la majorité sénatoriale qui entend proposer plusieurs amendements « de fond » au projet de loi, il n'est pas question de laisser aux communistes la possibilité de « dégrader l'image du Sénat », ni d'être « discrédité » les membres. Reste que le règlement ne prévoit guère de parade à la « guérilla » législative si ce ne sont des procédures qui interdiraient à la majorité sénatoriale de voter son propre projet.

La recherche de points d'accord

L'audition par la commission sénatoriale des affaires sociales des partenaires sociaux permet de dégager quelques axes du futur débat sur le projet de loi concernant l'aménagement du temps de travail.

Ainsi, M. Jean-Louis Mandinaud, pour la CGC, a trouvé M. Jean-Pierre Fourcade « très cohérent », et M. Jean Kappeler, pour la CFTD, a « perçu des évolutions » dans l'attitude des sénateurs de l'opposition nationale, confirmant l'impression qu'avait eue M. Edmond Maire, la veille, en rencontrant M. Alain Poirer, président du Sénat.

La CGC et la CFTD, l'une et l'autre favorables au texte, ont paru satisfaites de cette discussion. Sur plusieurs points, la commission sénatoriale pourrait faire des propositions, qui, le cas échéant, seraient acceptées par les organisations syndicales et que le gouvernement pourrait retenir. Il s'agirait de la possibilité de négocier le contingent d'heures supplémentaires autorisées, nécessairement en dessous des cent

treize heures actuelles. De même, le texte ne ferait pas figurer une référence chiffrée à un horaire de travail hebdomadaire diminué, se contentant de réclamer une réduction du temps de travail. Enfin, il apparaît que les sénateurs d'opposition, très attachés au principe d'accords d'entreprise, par opposition à des accords de branche, ont tenté leurs interlocuteurs sur l'éventualité de négociations locales, départementales ou régionales.

Cette impression n'a cependant pas été partagée par Force ouvrière, dont le secrétaire général, M. André Bergeron, a renouvelé les critiques à l'égard d'un projet « parfaitement inutile ». Même si l'opposition et les socialistes se mettaient d'accord, Force ouvrière maintiendrait son refus, a-t-il précisé, tout en ne croyant pas à cette hypothèse. Selon la délégation Force ouvrière, les sénateurs d'opposition se préparaient plutôt à adopter un texte « fondamentalement équilibré » du projet gouvernemental.

Ces soucis tactiques n'ont pas été partagés par les deux autres délégations entendues, celle de la CGT et celle de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises). Toujours farouchement opposé au projet de loi, M. Louis Vianet (CGT) a renouvelé sa confiance dans « le nombre de lasses de plus en plus grande » pour mettre en échec un texte nocif qui revient à dire « donne-moi la mort, je le donnerai l'heure ».

Plus nuancé que le CNPF, semble-t-il, M. Jean Brunet (CGPME) a souligné que, « favorable au texte dans ses principes », il ne l'était pas « sur ses modalités », notamment pour permettre l'existence d'accords dérogatoires dans les entreprises. Cependant, a précisé M. Brunet, il ne faut pas « tout miser sur l'entreprise » et il y a lieu de respecter trois types possibles de négociations, dans l'entreprise, dans la branche professionnelle et au niveau interprofessionnel.

ALAIN LEBEAUE.

UN DÉBAT ENTRE MM. CHOTARD ET MAIRE

Vive le contractuel !

Partisan de M. Barre, M. Lionel Stoléru, ancien secrétaire d'État sous M. Giscard d'Estaing, n'est pas favorable à la cohabitation politique. Mais il aura au moins réussi le mercredi 15 janvier, à être l'artisan de la cohabitation sociale, en organisant un débat de grande tenue entre M. Yvon Chotard et M. Edmond Maire, sur la politique sociale.

« Le débat social en France », devait constater le vice-président du CNPF, est un débat où le gagnant est celui qui injurie le plus l'autre. Sous cet angle, M. Stoléru a arbitré un match entre deux perdants.

Malgré quelques coups de griffe inévitables, mais distribués avec humour, ni l'agressivité ni la polémique n'étaient au rendez-vous. D'emblée, le secrétaire général de la CFTD avait mis en garde son interlocuteur patronal. Évoquant pour l'après-mars le scénario où la « poussée d'un conservatisme radical » aboutirait à un « libéralisme destructeur », le patronat prenant

sa revanche sur 1981. — M. Maire s'exclama : « Si cette hypothèse devait se produire, pauvre France ! Elle serait mal partie ! » Mais il opta lui-même pour l'hypothèse « plus probable », où « les nouveaux équilibres politiques ne seront pas animés d'une volonté de revanche ».

M. Chotard n'était visiblement pas prêt à jouer les va-t-en-guerre. Il a préféré le rôle d'un Père Noël à retardement, multipliant les bonnes nouvelles, et les ouvertures dans le domaine social. Première ouverture : il a suggéré aux partenaires sociaux de défendre face à l'État, leur « espace commun de négociation ». « Nous pourrions, a-t-il lancé, définir un certain nombre de domaines du droit social où il ne serait pas possible de déroger à un ordre public social. Et définir, à partir de là, ce qui pourrait faire l'objet de dérogation, à condition de passer par des conventions de branches. » Pour bien enfoncer le clou, il a

ajouté : « Nous n'entendons obtenir un recul de l'État et de l'administration qu'au profit du contractuel. » M. Maire, qui avait défendu la même idée sur la défense du contractuel, ne pouvait qu'approuver, comme M. Stoléru, son accord.

Devant un public majoritairement patronal, malgré quelques syndicats FO de la RATP, M. Chotard prit le contre-pied de M. Barre, favorable à des références dans les entreprises concernant ce fait les syndicats. « Je dis solennellement que nous n'avons nullement l'intention de jouer le jeu de l'appel aux salariés. Ça ne peut être qu'un recours, en cas de grandes difficultés. »

Sur sa lancée, M. Chotard s'est déclaré prêt à une « négociation sur la nouvelle méthode de fixation du SMIC ». Avec un accueil plus réservé de M. Maire, pour qui la loi de 1970 sur le SMIC, est « sage et bonne ». Ce qui signifie que « son maintien s'impose ». Renouveau ses critiques, avec modération, sur les lois Auroux, M. Chotard est allé jusqu'à suggérer que leur « modification » fasse aussi l'objet d'une négociation.

M. Maire n'a pas été en reste. Dès le début du débat, le secrétaire général a plaidé pour « améliorer l'efficacité de l'entreprise ». Il est temps d'aborder ensemble redressement économique et redressement social. Malgré l'amélioration de la santé des entreprises, il a confirmé que la CFTD ne changera pas, en 1986, sa politique salariale : « maintien du pouvoir d'achat global ».

Le seul point de friction est apparu à propos du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. « M. Delebarre, c'est le dix-neuvième siècle », a lancé M. Chotard, en reprochant aux textes de ne pas permettre de négociations d'entreprise, en cas d'échec des négociations dans les branches.

« Les dérogations directes à la loi dans une entreprise nous semblent dangereuses », a répliqué M. Maire. Mais le premier n'a pas désigné la branche, et le second n'a pas refusé l'entreprise. Chacun s'est projeté dans l'après-mars. En proclamant ensemble : « Vive le contractuel ! », MM. Maire et Chotard ont reconnu implicitement qu'ils resteraient, dans deux mois, des partenaires quasi-patrimoniaux.

MICHEL NOBLECOURT.

LA CAMPAGNE DES SOCIALISTES EN ÎLE-DE-FRANCE

Le PS veut passer de la dernière à la première place

Les socialistes, première force politique du conseil régional d'Île-de-France au soir du 16 mars, alors que leur groupe y est actuellement le plus faible ? M. Lionel Jospin croit que c'est possible. Il l'a annoncé en lançant la campagne régionale du PS, le mercredi 15 janvier, devant les candidats de son parti dans les huit départements de la région parisienne. Entouré de M. Michel Rocard, de M. Edwige Avice, de M. Jacques Guyard, député de l'Essonne, qui présidait le groupe socialiste de l'Assemblée régionale sortante, et de M. Yannick Bodin, responsable de l'Assemblée régionale du Parti socialiste, le premier secrétaire s'est montré résolument offensif. Le choix des électeurs « va se faire peut-être dans des conditions plus ouvertes, plus mobiles que certains le pensaient il y a quelques jours encore », a-t-il dit.

La campagne sera à l'évidence centrée sur les thèmes nationaux. Mais les socialistes ne veulent pas pour autant oublier l'aspect régional de cette double élection. M. Jospin constate que l'Île-de-France « est une des régions où la droite est la plus divisée » : le RPR, l'UDF et les « divers droite », réunis dans un groupe unique depuis la création du conseil régional, partent en ordre dispersé dans huit départements.

Les sondages permettent de prévoir que RPR et UDF pourraient ne plus disposer seuls de la majorité absolue dans la future assemblée régionale. « Il leur faudra le soutien du Front national », affirme M. Jospin. Les socialistes, très dérangés par le système de la représentation au deuxième degré, devraient voir leur poids s'accroître considérablement dans le futur conseil régional. M. Jospin fait preuve d'une extrême prudence quand il estime simplement « vraisemblable » que ses amis devanceront les communistes, ce qui n'était pas le cas jusqu'à maintenant.

Les socialistes vont utiliser comme repoussoir la façon dont la droite a géré l'Île-de-France, comme l'exemple de ce que ferait l'opposition dans l'ensemble du pays si elle revenait aux affaires. Le premier secrétaire du PS a construit sa critique autour de trois points : un « déclinisme » pour l'intervention économique du conseil régional, qui ne lui consacre que 1,25 % de son budget (contre 15 % en moyenne, selon lui, pour les autres régions) ; une « négligence » pour les transports collectifs, « les transports individuels — l'automobile — étant systématiquement favorisés » ; une « timidité » dans le domaine éducatif, le symbole en étant le refus de la majorité régionale de financer en 1986 la construction de nouveaux lycées.

Le programme régional des socialistes est donc l'exact contrepoint de cette critique : atteindre progressivement 5 % puis 10 % du budget régional pour les crédits consacrés à

l'intervention économique ; avoir une politique régionale d'aménagement du territoire élaborée de telle sorte que le lieu de travail ne soit pas à plus d'une demi-heure de transport du lieu d'habitation ; créer un véritable droit au transport en commun ; privilégier la formation ; recréer un « urbanisme cohérent » ; favoriser la décentralisation culturelle « sans se contenter comme actuellement des acquis de la capitale ».

Chef de file régional

Mais, les socialistes se donnent-ils les moyens de ces objectifs ambitieux ? La composition de leur liste n'offre pas toute garantie. Certes, M. Jospin s'est félicité qu'elle soit ouverte à des radicaux de gauche et à des candidats « de sensibilité communiste qui n'entendent pas mettre un signe égal entre la droite et nous ». Mais ici comme ailleurs, la liste semble surtout regrouper ceux qui n'ont pu trouver place pour les législatives. De plus, pour des raisons d'équilibre des courants, des élus locaux bien implantés n'y figurent pas. Ainsi, au mieux trois à quatre conseillers régionaux sortants du Parti socialiste siègeront à nouveau à l'Assemblée régionale.

Quant à la tête de liste, trois cas de figure se présentent. Ce sera soit

la même que pour les législatives (M. Jospin à Paris, M. Rocard dans les Yvelines) ; soit un député sortant qui n'a guère d'espoir de retrouver un siège au Palais-Bourbon (M. Jean-Pierre Fourré en Seine-et-Marne, M. Jacques Mahéas en Seine-Saint-Denis, M. Pierre Tabanou dans le Val-de-Marne) ; soit un élu local qui n'a guère d'assise régionale, ni même départementale (M. Gilles Catoire, maire de Clécy, dans les Hauts-de-Seine, M. Jean-Pierre Bequet, conseiller municipal d'Avruy-sur-Orne, dans le Val-d'Oise, M. Nicole Tonguoy-Morichon, conseillère municipale de Villebon-sur-Yvette, dans l'Essonne).

En fait, les socialistes manquent cruellement d'un véritable dirigeant régional, d'un homme — ou d'une femme — qui ait choisi de bâtir sa carrière politique sur son rôle dans la région. Face à M. Michel Giraud, sénateur RPR du Val-de-Marne et président du conseil régional sortant, qui sa jouer cette carte, la bataille sera rude. Même si M. Giraud, clairement rangé aujourd'hui dans le camp de M. Chirac, aura du mal à gérer la division de la droite, dont jusqu'alors il apparaissait comme l'unificateur.

THÉOPHILE BRENIER.

Propos et débats

M. Mermaz : rassembler les forces de gauche

M. Louis Mermaz souhaite que toutes les forces de gauche se rassemblent, même s'il y a des empêchements de tourner en rond. Invité, le mercredi 15 janvier, du Grand Forum Paris-Match-Radiorépublicains, M. Mermaz a ajouté : « Il faudra bien, un jour, une fois que les députés seront réunis à l'Assemblée, qu'il se reconstruise des majorités. Alors, plus la gauche sera présente, plus elle sera large, mieux ça vaudra. »

Selon le président de l'Assemblée nationale, « il faut que le Parti socialiste ait vocation à devenir le grand parti majoritaire ». A la question : « Avec plus de 50 % des voix ? », il répond : « C'est notre objectif », ajoutant : « on ne va pas y arriver le 16 mars (...). Ce n'est pas l'objectif pour dans quelques semaines. »

M. Léotard : la crise, c'est lui

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, dans un entretien publié par l'Événement du jeudi, daté 16 janvier, déclare que « l'élan de l'opposition, tel qu'on l'avait connu en juin 1984, paraît moins fort », en raison de la « propagande socialiste », mais aussi d'une trop grande précipitation vers l'échéance présidentielle. M. Léotard observe qu'il est « difficile (...) de ralentir cette marée des arrière-pensées ».

Au sujet de la cohabitation, M. Léotard estime que « l'opposition ne doit pas apparaître comme quelqu'un qui apporterait la crise dans ses valises ». « L'élection, c'est nous. La crise c'est lui », dit-il.

M. Henu : appel aux électeurs communistes

M. Charles Henu, maire de Villeurbanne, tête de la liste du PS dans le Rhône pour les élections législatives, a lancé le mercredi 15 janvier un appel à l'électorat communiste. L'ancien ministre de la défense a déclaré que la direction du PCF « a abandonné ces millions d'hommes et de femmes qui lui étaient fidèles, en choisissant l'isolement et le repli ». Selon M. Henu, « il appartient donc aux socialistes d'ouvrir seule, ou presque, une alternative au règne du conservatisme ».

M. Laurent (PC) : escroquerie

« Le PS tente son opération de débouchage pour reconforter ses troupes et impressionner les électeurs communistes. C'est ce qu'a affirmé M. Paul Laurent, le mercredi 15 janvier, au cours du point de presse hebdomadaire du PC, en réponse à l'offensive socialiste en direction des électeurs communistes pour les législatives. Selon le membre du bureau politique du PCF, « ce qui inspire ce débouchage, c'est la crainte de la remontée du Parti communiste ». Représentant l'argument selon lequel « toutes les voix communistes seront pleinement efficaces, il a ajouté : « le vote utile est une escroquerie. »

M. Laurent a indiqué qu'il n'y a pas la moindre chance pour qu'un politicien socialiste poursuive la politique actuelle [après mars 86] dépouille du moindre soutien du Parti communiste ».

M. Chirac : Commençons par gagner en 1986

M. Jacques Chirac, au terme d'un voyage dans la Loire, a déclaré le mercredi 15 janvier, à Saint-Etienne, qu'il souscrivait tout à fait à l'analyse de la situation politique faite la veille par M. Giscard d'Estaing. Le président du RPR a mis en garde contre un refus de la cohabitation en disant : « Si par malheur nous ne pouvons pas gagner les élections ou si, les ayant gagnées, nous ne pouvons pas ou ne pouvons pas gouverner, c'est la confiance des Français en nous, en notre capacité et en notre efficacité qui serait atteinte. Les instruments du pouvoir demeureraient en réalité entre les mains du PS. Celui-ci pourrait maintenir son emprise sur notre pays deux ans de plus, et c'est les élections présidentielles de 1988 elles-mêmes qui seraient alors gravement compromises. »

M. Chirac, s'adressant à ceux qui se préoccupent déjà de ces élections présidentielles, a poursuivi : « Commençons par gagner en 1986, commençons par gouverner, engageons la France sur la voie du redressement et notre société sur celle du renouveau. Alors, sans doute, les Français nous confirmeront leur confiance en 1988. Mais perdre en 1986 ou ne pas savoir utiliser alors notre victoire, c'est prendre un risque considérable de laisser en fait les rennes entre les mains des socialistes et de perdre en 1988. »

Au cours de son voyage, M. Chirac a déjeuné chez M. Antoine Pinay, à Saint-Chamond.

SITUATIONS 86

Le PS menace ses dissidents de l'Orne et du Tarn-et-Garonne

Réuni le mercredi 15 janvier, le bureau exécutif du PS a confirmé « à l'unanimité », le choix comme têtes de listes, de M. François Doubin, président du MRG, dans l'Orne et de M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'État aux relations extérieures et président d'honneur du MRG, Tarn-et-Garonne. Les députés socialistes sortants de ces deux départements, M. Michel Lambert dans l'Orne et M. Hubert Guze dans le Tarn-et-Garonne, ont manifesté l'intention de conduire eux-mêmes une liste, et ce, contrairement aux accords électoraux signés entre le PS et le MRG.

Le bureau exécutif du PS rappelle dans un communiqué « que les membres du PS qui se présenteraient sur des listes dissidentes se placeraient hors du parti et que les responsables fédéraux qui ne respecteraient pas l'accord national seraient sanctionnés », il indique que « la direction nationale du PS et Lionel Jospin se rendront dans ces deux départements pour sou-

tenir les candidatures de MM. Doubin et Baylet ».

De son côté, le bureau national du MRG, réuni également mercredi, a examiné et approuvé d'accorder ses premières interventions. La direction estime que les cas de dissidence dans les rangs radicaux de gauche devraient se régler « avec le temps ». La constitution du RRR (Renouveau radical et républicain) par M. Bernard Charles, député sortant du Lot, qui n'accepte pas de laisser à M. Martin Malvy (PS), secrétaire d'État chargé de l'énergie, la tête d'une liste commune PS-MRG, n'est pas considérée comme une scission naissante. La direction du MRG en voit pour preuve le cas de la Haute-Saône, où les radicaux de gauche, autorisés à l'autonomie, ont préféré faire figurer l'un des leurs, M. Jacques Maréchal (membre du RRR), en deuxième position (éligible) sur une liste commune régionale avec le PS et ont obtenu une quatrième place (non éligible) aux législatives.

IL NE FICHE RIEN. QUE FAIRE ?

L'arsenal des remèdes pour affronter le retard scolaire de ses enfants

Le Monde

L'Éducation

NUMÉRO DE JANVIER EN VENTE PARTOUT

كتاب من اجل

DE-FRANCE

première place

même que pour les ligues
M. Joseph J. Bara, M. P. et
Yvesme, M. P. et un député
n'a guère d'espoir de con-
sistance au Palais-
Jean-Pierre Bara et So-
M. Jacques Mahès
Saint-Denis, M. Pierre Ma-
dans le Val-de-Marne, le
local qui n'a guère d'au-
de, ni même
Gilles Calvès, député
les Hauts-de-Seine, M.
Pierre Bequet, conseiller mu-
Aurès-sur-Orb, dans le
Oise, M. N. Cole Tor-
Lamarche, conseiller mu-
Villeneuve-sur-Yvette, M.
(Lyon).

En fait, les communistes, comme
régionalement d'un territoire
national, d'un homme - ce co
cette - qui est, aussi de son
arrière-pensée, et son rôle de
Gaston Faget - M. Michel G
conseiller RPR du Val-de-Mais
président du conseil régional
de la région, qui est, aussi de son
bataille sur la place M
A. Girard, maintenant le
aujourd'hui dans le camp
A. Charac, chef de la liste
division de la région, qui
appartient au mouvement

les forces de gauche

[illegible]

crise, c'est l'

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

Bacteria common in

21:28 **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84** **85** **86** **87** **88** **89** **90** **91** **92** **93** **94** **95** **96** **97** **98** **99** **100** **101** **102** **103** **104** **105** **106** **107** **108** **109** **110** **111** **112** **113** **114** **115** **116** **117** **118** **119** **120** **121** **122** **123** **124** **125** **126** **127** **128** **129** **130** **131** **132** **133** **134** **135** **136** **137** **138** **139** **140** **141** **142** **143** **144** **145** **146** **147** **148** **149** **150** **151** **152** **153** **154** **155** **156** **157** **158** **159** **160** **161** **162** **163** **164** **165** **166** **167** **168** **169** **170** **171** **172** **173** **174** **175** **176** **177** **178** **179** **180** **181** **182** **183** **184** **185** **186** **187** **188** **189** **190** **191** **192** **193** **194** **195** **196** **197** **198** **199** **200** **201** **202** **203** **204** **205** **206** **207** **208** **209** **210** **211** **212** **213** **214** **215** **216** **217** **218** **219** **220** **221** **222** **223** **224** **225** **226** **227** **228** **229** **230** **231** **232** **233** **234** **235** **236** **237** **238** **239** **240** **241** **242** **243** **244** **245** **246** **247** **248** **249** **250** **251** **252** **253** **254** **255** **256** **257** **258** **259** **260** **261** **262** **263** **264** **265** **266** **267** **268** **269** **270** **271** **272** **273** **274** **275** **276** **277** **278** **279** **280** **281** **282** **283** **284** **285** **286** **287** **288** **289** **290** **291** **292** **293** **294** **295** **296** **297** **298** **299** **300** **301** **302** **303** **304** **305** **306** **307** **308** **309** **310** **311** **312** **313** **314** **315** **316** **317** **318** **319** **320** **321** **322** **323** **324** **325** **326** **327** **328** **329** **330** **331** **332** **333** **334** **335** **336** **337** **338** **339** **340** **341** **342** **343** **344** **345** **346** **347** **348** **349** **350** **351** **352** **353** **354** **355** **356** **357** **358** **359** **360** **361** **362** **363** **364** **365** **366** **367** **368** **369** **370** **371** **372** **373** **374** **375** **376** **377** **378** **379** **380** **381** **382** **383** **384** **385** **386** **387** **388** **389** **390** **391** **392** **393** **394** **395** **396** **397** **398** **399** **400** **401** **402** **403** **404** **405** **406** **407** **408** **409** **410** **411** **412** **413** **414** **415** **416** **417** **418** **419** **420** **421** **422** **423** **424** **425** **426** **427** **428** **429** **430** **431** **432** **433** **434** **435** **436** **437** **438** **439** **440** **441** **442** **443** **444** **445** **446** **447** **448** **449** **450** **451** **452** **453** **454** **455** **456** **457** **458** **459** **460** **461** **462** **463** **464** **465** **466** **467** **468** **469** **470** **471** **472** **473** **474** **475** **476** **477** **478** **479** **480** **481** **482** **483** **484** **485** **486** **487** **488** **489</**

[illegible]

MONDE
CULTURE
EN VENTE PARTO

**LE CŒUR
BATTRAIT TOUJOURS
À GAUCHE**

Se battre.
Se battre pour que le citoyen s'exprime librement. Toujours et partout.
Se battre pour que l'enfant ait les mêmes chances que son camarade face à son avenir.
Se battre pour que la femme ait toute sa place dans la société.
Se battre pour que l'homme au travail soit respecté.
Se battre pour l'étranger que l'on repousse.
Se battre pour la créativité, la justice, le partage.
Et se battre, avec cœur parce que le cœur battra toujours à gauche.

Georgina Dufoix

POLITIQUE

M. Barre : on ne me fera pas changer d'avis

M. Raymond Barre a officiellement apporté son soutien formel et total, mercredi 15 janvier, à la liste UDF de Paris, qui conduira M. Jacques Dominati. Ce soutien que M. Barre a apporté, qui se résume également à une nuance condescendante, lors du « Grand Jury RTL-le Monde » du 5 janvier, parait les « actions humanitaires et idées charitables ». Le député du Rhône l'a fait devant quelques cent personnes réunies pour un dîner-débat. M. Dominati a été applaudi lorsqu'il a souligné : « A Paris, vous êtes venus soutenir la liste UDF, et elle seule ». Pour satisfaire son bête, le maire du 3^e arrondissement a même lancé : « Que notre victoire soit nette, pour que François Mitterrand s'en aille ».

L'ancien premier ministre a répondu, sans le nommer, à M. Giscard d'Estaing, qui, la veille, avait donné une conférence de presse. Il n'a pas évoqué directement les conditions et les modalités de la

cohabitation, puisqu'il refuse le principe même de celle-ci. Toutefois, il a déclaré : « La seule condition de la confiance, c'est la crédibilité des hommes (...) Si le président de la République perd les élections législatives, cela signifiera que les Français l'auront désavoué, et on ne me fera pas changer d'opinion là-dessus. Aucun président de la République depuis 1958 n'a perdu les élections (...) ». Demain, si M. Mitterrand a la confiance des Français, alors, il aura la majorité dont il aura besoin. S'il n'a pas la confiance des Français, il n'aura pas de majorité. Et, quoi que l'on fasse ou dise, il apparaîtra comme un homme qui se maintient sans la base de confiance populaire nécessaire à l'exercice du pouvoir. Sur tout lorsqu'on ne veut pas rester inerte ».

M. Barre a ajouté : « Si la France retombe entre les mains de ceux qui s'accrochent à des combinaisons précaires, et opportunes, elle ne pourra plus jouer son rôle. Il a insisté pour dire que l'avenir du pays ne résidait pas seulement dans le redressement et le renouveau, mais « dans la possibilité pour la France, d'être gouvernée ».

L'ancien premier ministre, en revanche, a répondu aux questions concernant la situation économique, pour dire notamment qu'avec les socialistes « toutes les prestations supplémentaires créées, ont détérioré la situation des entreprises. Et les Français doivent commencer à payer les traites sur l'avenir tirées par les socialistes ». En conséquence, a-t-il dit, « il faudra demander aux ménages et aux particuliers un effort supplémentaire que nous ne demanderons plus aux entreprises. Parce qu'il faut qu'elles survivent. Leur rôle est l'aspect fondamental de toute politique de demain ». Il a jugé souhaitable que l'on dise aux entrepreneurs : « Pendant cinq ans, vos charges ne seront pas augmentées ».

SELON LES PRÉSIDENTS DE CONSEILS RÉGIONAUX D'OPPOSITION

« La régionalisation socialiste est coûteuse et politisée »

Les seize présidents de conseils régionaux (sur vingt-deux) favorables à l'opposition regroupés à l'ANER (Association nationale des élus régionaux), présidée par M. Michel Girard (RPR, De-France), ont rendu publique, le mercredi 15 janvier, une déclaration dans laquelle ils revendiquent la paternité de la région. S'ils jugent « bon » le principe de la décentralisation régionale, ils considèrent que « la copie est à refaire ». A côté des deux points, selon eux, positifs que sont la transformation des régions en collectivités territoriales et l'attribution du pouvoir exécutif aux présidents élus, ils dénoncent les menaces sur l'avenir que font peser les transferts de compétences et de ressources.

Les orientations que propose l'ANER tendent à ce que la région concentre ses efforts sur le développement économique, à ce qu'elle reste un échelon « d'impulsion et de coordination » pour éviter tout conflit avec les autres collectivités, et à ce qu'elle limite ses dépenses de fonctionnement.

Sur ce point, l'ANER a établi un tableau comparatif des budgets primitifs 1985 entre les seize régions de métropole dominées par l'opposition (comptant une population de 39 874 800 habitants) et les six régions de gauche (représentant une population de 14 219 800 habitants). Il en ressort que la pression fiscale par habitant est, selon cette association, 164,90 F dans les régions d'opposition contre 204,60 F dans celles de gauche, soit une progression par rapport à 1984 respecti-

vement de 14,2 % et de 9,2 %. L'autre volet du chapitre des recettes indique que les emprunts représentent 60,30 F par habitant dans les régions de l'opposition (+ 5,2 %) et 81,40 F dans celles de gauche (+ 25,6 %).

Au titre des dépenses, l'ANER a calculé que la hausse des salaires a été en 1985, par rapport à l'année antérieure, de 36,3 % dans les régions de gauche contre 25,8 % dans celles de droite, et les investissements en augmentation de 9,1 % dans les premières contre 10,8 % dans les secondes.

Pour M. Girard, la régionalisation socialiste est « coûteuse, confuse et politisée ». Sur cette dernière critique, l'ANER estime que les modalités du scrutin retenu par le gouvernement sont « mauvaises » en raison, d'une part, de la concomitance de date entre législatives et

régionales, d'autre part, du cadre départemental choisi pour les régionales.

En publiant leurs positions à la veille de la signature par le RPR et l'UDF de leur plate-forme, les présidents de conseils régionaux de l'opposition ont voulu donner un éclairage particulier à leurs préoccupations. Leur déclaration reste cependant prudente et se garde de trancher le débat entre régionalistes et départementalistes.

De par leurs fonctions, les présidents de conseils régionaux sont « régionalistes », toutes appartenances partisanes confondues. Toutefois, au sein de leur propre formation, des hommes comme MM. Paul Graziani (RPR) et Jean Cluzel (UDF), respectivement président du conseil général des Hauts-de-Seine et de l'Allier, privilégient le département.

A. Ch.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée le mercredi 15 janvier. A l'issue du conseil, le communiqué suivant a été diffusé :

COORDINATION DES GRANDES OPÉRATIONS D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME

Sur proposition du premier ministre, le conseil des ministres a adopté un projet de décret portant création d'une mission interministérielle de coordination des grandes opérations d'architecture et d'urbanisme.

La mission coordonnera, en liaison avec les ministères de l'intérieur, les opérations actuellement en cours concernant le musée d'Orsay, le Grand Louvre, l'Opéra de la Bastille, la Cité des sciences et de l'industrie, le Parc de La Villette, le Carrefour international de la communication, l'ensemble immobilier de la Défense, le transfert du ministère de l'économie, des finances et du budget, l'Institut du monde arabe et la rénovation des musées relevant du ministère de l'éducation nationale.

La mission pourra intervenir pour toute autre opération à venir sur décision du premier ministre et apporter son concours technique aux collectivités territoriales qui le demanderont pour les opérations dont elles sont maîtres d'ouvrage.

LA FRANCE ET LA POLITIQUE RÉGIONALE EUROPÉENNE

Le gouvernement prend les dispositions nécessaires pour que les régions de France puissent bénéficier dans de bonnes conditions des financements européens. Le ministre d'État chargé du Plan et de l'aménagement du territoire a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique régionale européenne.

1. — L'utilisation du Fonds européen de développement régional (FEDER). — Ce Fonds constitue l'instrument principal de la politique régionale européenne. Ses interventions en France se sont élevées à plus de 2 milliards de francs en 1985, en net accroissement par rapport aux années précédentes.

A. Ch.

Pour 1986, les orientations suivantes ont été arrêtées :

- Les zones bénéficiaires du FEDER seront en priorité celles qui sont confrontées aux problèmes de restructuration industrielle ;
- Les collectivités territoriales bénéficieront, comme c'est le cas depuis 1984, du financement du FEDER, à hauteur de 400 millions de francs en 1986 ;
- L'accent sera mis sur les actions présentées sous forme de programme pluriannuel ou concernant le développement industriel et technologique ;
- Les procédures seront simplifiées.

II. — Les programmes intégrés méditerranéens. — La Communauté européenne ayant engagé une action spécifique en direction des régions méditerranéennes, une mission a été constituée pour aider les cinq régions françaises concernées (Provence-Alpes-Côte d'Azur, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Corse) et les départements de la Drôme et de l'Ardèche à préparer ces programmes.

Ceux-ci porteront principalement sur l'agriculture, les petites et moyennes entreprises, l'artisanat, le tourisme et les infrastructures régionales. Leur préparation est maintenant achevée, et ils sont soumis à la Commission européenne. Leur montant global est supérieur à 1 milliard de francs par an sur la période 1986-1993.

LES RÉSULTATS DE LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

Les résultats obtenus sont les meilleurs depuis dix-huit ans. Le ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté au conseil des ministres une communication sur les résultats de la lutte contre l'inflation.

1. — La baisse de l'inflation. L'indice provisoire des prix du mois de décembre de 0,1 %. Sur l'ensemble de l'année 1985, le glissement des prix ne dépasse pas 4,7 % contre 6,7 % en 1984 et 9,3 % en 1983. Ce chiffre est le meilleur résultat obtenu depuis 1967.

Ainsi, la hausse des prix s'est plus ralentie en France qu'à l'étranger. Elle est maintenant inférieure à la moyenne européenne.

Le résultat obtenu reflète non seulement des facteurs extérieurs, mais une modification profonde des comportements. Il est dû notamment à une intensification de la concurrence, délibérément recherchée par les pouvoirs publics, et à une concertation plus efficace sur l'évolution des prix et des salaires.

Il a ainsi été possible de poursuivre la libération des prix : d'ores et déjà, plus de 85 % des prix industriels sont librement déterminés. Cette politique sera continuée tout au long de l'année 1986.

2) Le gouvernement poursuivra l'action ainsi entreprise, qui nécessite une concertation active et une grande vigilance partout où la concurrence est insuffisante, notamment dans les services.

L'objectif retenu pour 1986 est un taux d'inflation au plus égal à 2,5 % sur l'année. Sa réalisation suppose que le rythme annuel de hausse des prix soit proche de 4 % dès la fin de février et ne dépasse pas 3 % à la fin de juin.

La mobilisation de tous sur cet objectif est la condition nécessaire

de la réduction du chômage et de la progression des revenus réels.

II. — L'amélioration du pouvoir d'achat de l'épargne populaire. Grâce aux progrès de la déflation et à la politique de rémunération des livrets A des caisses d'épargne, les titulaires de ces livrets auront reçu en 1984 et 1985, pour la première fois depuis 1966, une rémunération supérieure à la hausse des prix. Avant 1981, le taux d'intérêt moyen servi aux épargnants était considérablement inférieur à la hausse des prix : cet écart était de 8,9 points en 1974 ; il était encore de 6,3 points en 1980. Au contraire, le pouvoir d'achat du livret A a progressé de 0,4 point en 1984 et de 1,55 point en 1985.

Les épargnants de condition modeste ont vu le pouvoir d'achat de leurs économies progresser encore plus fortement. En effet, l'engagement pris par le président de la République de créer un nouvel instrument d'épargne destiné à protéger les économies des ménages à revenus modestes s'est traduit par l'institution en 1982 du livret d'épargne populaire, dont le bilan après trois ans et demi de fonctionnement est éloquent :

- Le nombre de titulaires a atteint 2,9 millions à la fin de 1985 ;
- Les sommes déposées s'élèvent à 53,8 milliards de francs et sont utilisées pour l'investissement collectif ;
- Les titulaires du livret d'épargne populaire ont été parfaitement protégés contre la hausse des prix en 1982 à 1985 et ont vu le pouvoir d'achat de leurs économies augmenter fortement en 1984 (1,4 point) et en 1985 (2,5 points).

Ainsi, les engagements qui avaient été pris en matière de rémunération de l'épargne ont été tenus et même dépassés.

LA PRÉPARATION OLYMPIQUE ET LE SPORT DE HAUT NIVEAU

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports a présenté au conseil des ministres une communication sur l'action menée en faveur de la préparation olympique et du sport de haut niveau.

1) Les athlètes susceptibles d'être retenus pour les Jeux olympiques de 1988 sont d'ores et déjà engagés dans un processus de sélection rigoureux.

Ces athlètes bénéficieront, au cours de leurs études, pendant leur service national ou dans l'exercice de leur activité professionnelle, de formules adaptées à leur situation individuelle leur permettant de consacrer le temps nécessaire à la préparation olympique.

Ces mesures mises en œuvre depuis 1982 dans le cadre de la loi sur les activités physiques et sportives, notamment par conventions passées entre l'Etat et les employeurs publics et privés, concernent désormais plus de trois cents athlètes.

2) Soixante-neuf centres permanents d'entraînement ou de formation ont été mis en place dès 1985 sur l'ensemble du territoire. Ils accueillent mille cinq cents sportifs de niveau national et international.

3) En 1985, un crédit de 100 millions de francs a été attribué aux fédérations olympiques françaises pour développer leurs actions en faveur du sport de haut niveau. Ce crédit sera porté à 120 millions de francs en 1986.

MESURES D'ORDRE INDIVIDUEL

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du premier ministre :

— M. Jacques Pomont est nommé président du conseil d'administration de l'Institut national de la communication audiovisuelle.

[M. Jacques Pomont est président de l'INA depuis le 4 janvier 1983. Il a pris une part active à la négociation de la convention collective de l'audiovisuel en tant que président de l'association des employeurs du service public. M. Pomont est membre du conseil d'administration de la Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion (CLT). En décembre 1984, il est chargé par le premier ministre de monter la société d'exploitation du satellite de télévision directe TDF 1, mission à laquelle il a mis fin à la mi-décembre 1985.]

— M. Michel Barthod est nommé directeur général de l'Institut national de la communication audiovisuelle.

[M. Michel Barthod est directeur général de l'INA depuis janvier 1983. Il a été auparavant conseiller technique au cabinet de M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication.]

— M. Yves Dauge, inspecteur général de la construction, est nommé président de la mission interministérielle de coordination des grandes opérations d'architecture et d'urbanisme.

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget :

— M. Alain de Wulf est nommé inspecteur général des finances.

Sur proposition du ministre des relations extérieures :

— M. Jacques Leprette, ambassadeur de France, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite.

— M. Xavier Daurès de la Chevalerie, ambassadeur de France, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite.

Sur proposition du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports :

— M. Bernard Lathière, inspecteur général des finances, est nommé président du conseil d'administration d'Aéroports de Paris.

— M. Yves Boucy, inspecteur général de l'administration du ministère de l'intérieur et de la décentralisation, est nommé délégué aux techniques de l'aménagement.

Sur proposition du ministre délégué à la jeunesse et aux sports :

— M. Dominique Bellon, administrateur civil, est nommé délégué interministériel pour les candidatures françaises aux Jeux olympiques de 1992.

MÉMOIRE ET LOIS DE L'HOMME DU 16 JANVIER. UNE CONFÉRENCE DE, PAR, AVEC ET SOUS L'ÉGIDE DE MAREK HALTER.

Le 16 janvier à 20H30 au Centre Rachi, Marek HALTER donnera une conférence sur « Mémoire et lois de l'homme »



Un Mois de Judaïsme avec Marek Halter.

Centre Rachi, 30 bd de Port Royal, 75005 Paris - Tél. : 43.31.98.20

L'opposition dans l'Allier

UNE LETTRE DU SÉNATEUR JEAN CLUZEL

Le sénateur Jean Cluzel, président du conseil général de l'Allier, nous adresse la lettre suivante :

Votre article paru en page 10, dans l'édition du jeudi 16 janvier, portant le titre « Allier, menace de désunion dans l'opposition », appelle de ma part les précisions suivantes :

1^{re} Au second paragraphe : M. le docteur Lacarin, maire de Vichy, a toujours été d'accord pour que la première place sur la liste de l'Union de l'opposition pour les élections régionales soit attribuée à un UDF-radical ; le candidat du Parti radical à cette place a été élu par les instances compétentes de l'UDF.

2^e Au troisième paragraphe, vous écrivez que je soutiens activement une liste dissidente pour « déstabiliser le docteur Lacarin » : c'est une contre-vérité absolue.

3^e D'ailleurs le signataire de cet article se contredit au début du quatrième paragraphe lorsqu'il écrit que je m'étais « engagé nettement derrière le ticket Rolland Lacarin ».

4^e Il est de fait que des problèmes ont existé en raison de la sous-représentation de la partie ouest du département, mais aussi de l'équipe majoritaire du conseil général lors de la préparation des listes législatives et régionales. Mais ces problèmes sont réglés depuis le vendredi 10 janvier.

5^e A ma connaissance, M. Raymond Barre n'a pris aucune position dans la préparation des listes de l'Allier.

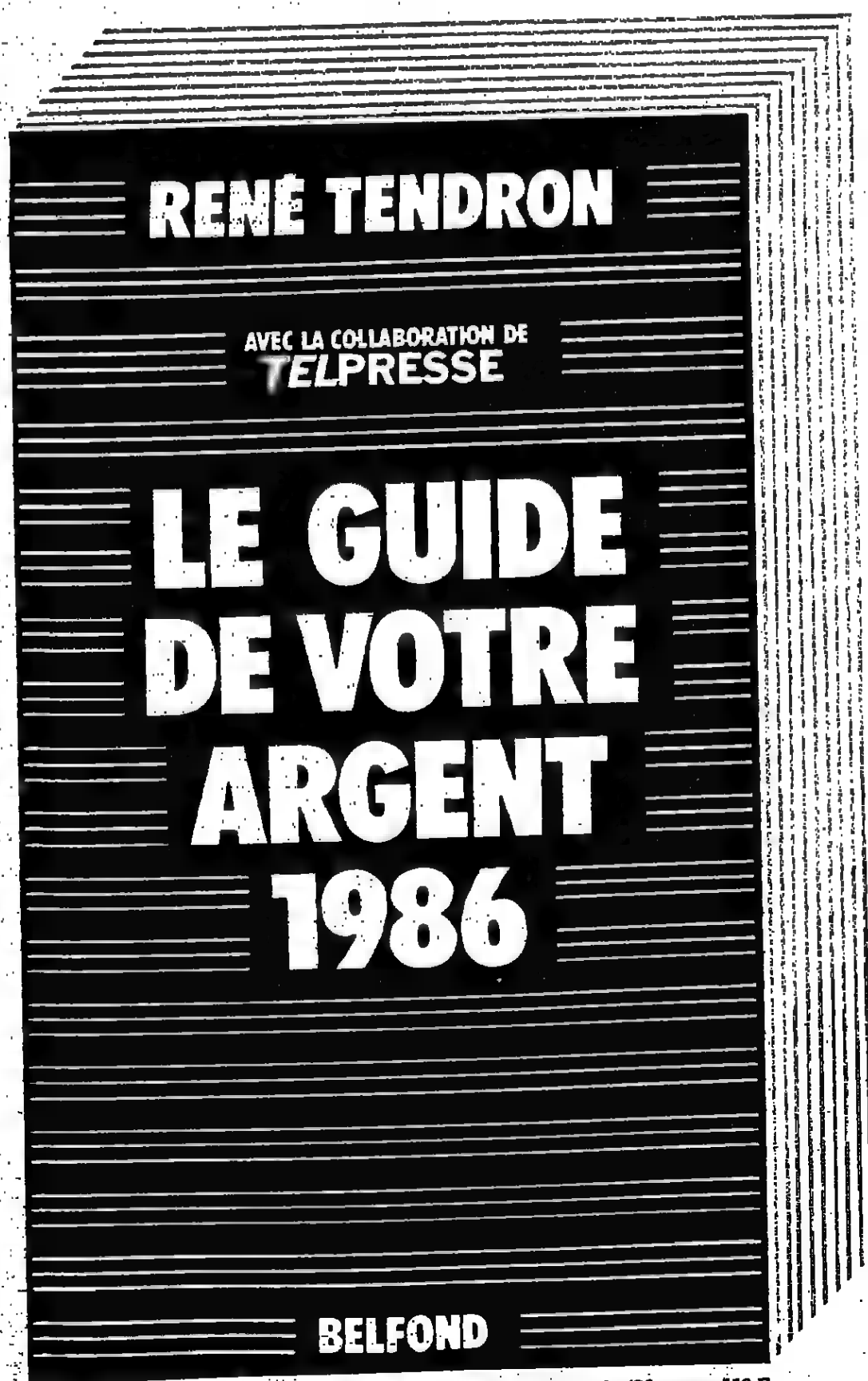
6^e Les listes ont été arrêtées pour les régionales et les législatives par les délégations compétentes du RPR et de l'UDF, en présence des deux sénateurs de l'Allier, le dimanche 12 janvier en fin d'après-midi, à l'hôtel de ville de Moulins, sous le titre Liste d'union de l'opposition. Les responsables de la campagne ont été désignés.

مکان العمل

n'attendez pas LE DIMANCHE 16 MARS pour savoir

- si la progression de la Bourse va continuer
- si, dans le cadre des éventuelles dénationalisations, il faut préférer les titres participatifs aux obligations convertibles
- si les mines d'or ont une chance de remonter
- si les diamants sont toujours un placement aléatoire
- si les FCPR méritent leur nom
- s'il faut préférer un studio en Haute-Savoie ou un 2 pièces rue de la Pompe
- si la "loi Malraux" permet vraiment de déduire de l'ensemble de ses revenus les frais de restauration immobilière
- si les placements "plaisir" (peinture, autographes, livres anciens, argenterie...) ne se transforment pas quelquefois en placements "chagrin"...

Publiscopie



Un volume de 430 pages, 110 F

RENÉ TENDRON

*répond à ces questions
et à quelques autres
que vous ne vous êtes
pas encore posées...*

achetez dès aujourd'hui
**LE GUIDE
DE VOTRE ARGENT
1986**

belfond

● HISTOIRE

Les malheurs d'un corsaire

La « descente aux Enfers », de Louis Garneray : capturé par les Anglais, il passera neuf ans sur un ponton avant de devenir un honorable peintre de marine.

LOUIS GARNERAY a treize ans quand il s'embarque à Rochefort, en 1796, sur la *Fortie*, direction l'Océan indien. Il sera marin de la République, corsaire dans la compagnie de Surcouf, puis matelot sur un négrier, dans les parages de Zanzibar. Dix années plus tard, la course aura pris fin. En 1806, Garneray est capturé par les Anglais. Il passera neuf ans sur les pontons et c'est cette descente aux Enfers que Garneray, après avoir raconté dans deux précédents ouvrages ses aventures de grand vent, relate dans le troisième volume de ses Mémoires.

Les pontons étaient des navires démantés, solidement armés au quai de Portsmouth. Par une ironie cruelle, le bateau, qui fut toujours aux yeux de Garneray, le porteur de l'aventure, de la liberté et du changement, est devenu soudain le lieu de l'esclavage, de l'enfermement et de l'immobilité.

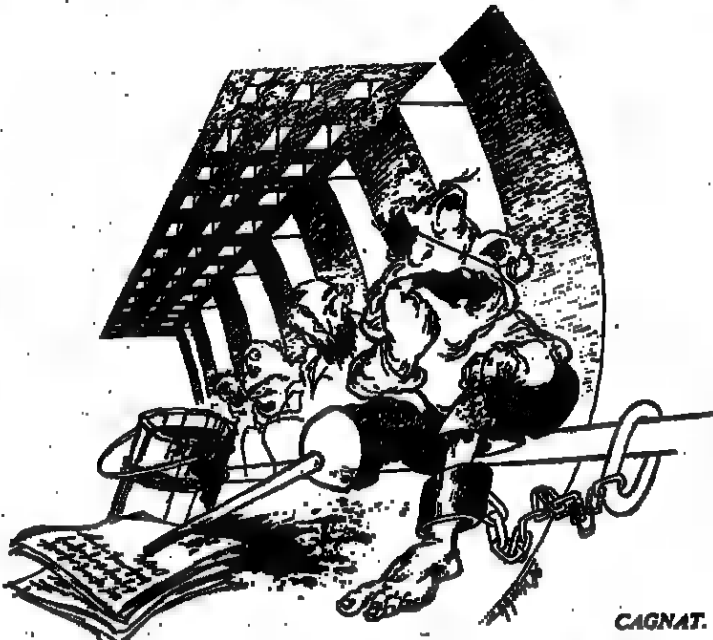
Un peuple des limbes

Le 15 mai 1806, Garneray pénètre sur le ponton. Il croit qu'il descend au tombeau. Dans la pénombre des entreponts, il distingue un peuple des limbes : des visages délabrés, des yeux éteints, des peaux grises, flétries, des collections de haillons et de guenilles, des plaintes, des gémissements d'affamés. Sept cents marins pourrissent sur chaque ponton, dans une même misère, et pourtant cette société n'est pas uniforme. Garneray va très vite découvrir que le ponton connaît des hiérarchies, des valeurs, des règles et des codes. Dans l'égalité brutale du malheur, les inégalités pullulent.

Il y a les malins, ceux qui gèrent une petite industrie en

sculptant des pièces d'échecs, en chapeaux paille. Il y a ceux qui s'instruisent la nuit en s'éclairant avec la graisse que, dans la journée, ils prèlent sur leur bidoche. Il y a ceux qui font commerce de rataouille, rachetant à certains leurs rations

donné toute espérance. Il a vendu tout ce qu'il possédait. Il est vraiment nu. Il se nourrit des déchets des autres. Il est humble et méchant, il est bas et il est triste. Sans doute, il jouit secrètement de sa dégradation. Les rafales observent scrupuleusement une



CAGNAT.

pour les revendre aux plus faméliques. Garneray, lui, se souvient qu'il a le goût de la peinture. Il se procure des tableaux à vil prix dans la bourgeoisie de Portsmouth. (Une fois libéré, en 1814, Garneray deviendra un honorable peintre de marine.) Un autre prisonnier se fait un peu d'argent de poche en enseignant la danse, le soir, à des quadrilles de spectres.

Au fond de l'enfer, dans son septième cercle, végètent ceux qu'appellent eux-mêmes les « rafales ». Un rafale a aban-

donné toute espérance. Il a vendu tout ce qu'il possédait. Il est vraiment nu. Il se nourrit des déchets des autres. Il est humble et méchant, il est bas et il est triste. Sans doute, il jouit secrètement de sa dégradation. Les rafales observent scrupuleusement une

sorte de code du déshonneur. Les rafales, dit ballement Garneray, « brillent de leur propre lumière ».

Le document de Garneray a un autre intérêt. Il donne à voir l'esquisse d'un système carcéral qui va plus tard endeuiller la Terre, le camp de concentration. On en écoute ici les premiers balbutiements. Date funeste dans l'histoire des hommes : la pénitence passe du stade de l'artisanat à celui de l'industrie. Le désordre cède à la rationalisation. La peine est devenue une affaire d'ordre, aux lois générales de l'économie,

et il n'est pas étrange que cette invention se produise en ce temps — après que la Révolution et l'Empire eurent fait de la guerre une machinerie de la mort — et en ce lieu — l'Angleterre, où va éclater bientôt la révolution industrielle.

Un farineux voyage

Le récit de Garneray est passionnant comme une aventure. Cette société méphitique est inventive, drôle, cocasse, dangereuse, variée et jamais en vain. On prépare des tentatives de révolte, des évasions, des évasions. On débusque des traîtres et on les massacre. On fait des amoncellements ou sanglantes. Les « damnés Anglais » qui occupent, au regard de Garneray, le dernier rang dans l'échelle des humains. Curieusement, les neuf années passées sur les pontons prennent l'allure d'un farineux voyage. Elles forment l'ombre lugubre des années que le corsaire avait naguère conduites, au large de l'océan indien.

Jean-Pierre Sère, qui présente noblement le livre, jure que Garneray ne ment jamais. Il le croirait assez, même si certains traits paraissent exagérés. Grâces soient rendues aux éditions Phébus qui ont décidé de renflouer, après un long naufrage, le témoignage exceptionnel d'un homme que Melville, qui avait son idée sur ces choses-là, tenait pour l'un des grands écrivains de la mer.

GILLES LAPOUGE.

★ **UN CORSAIRE AU BAGNE** — MES PONTONS, de Louis Garneray, éditions Phébus, 358 p., 98 F. Précédemment paru : *Corsaire de la République et le Nigrier de Zanzibar*, de Louis Garneray, aux éditions Phébus.



L'ÈRE DU FAUX

Depuis le début des années 80, nous assistons à une vogue du factice, du simulé et du synthétique, du trompe-l'œil et du clin d'œil. Le faux serait-il la vérité de nos temps de crise ? 224 pages, 80 F.

autrement

Jean Hamburger

de l'Académie française



25 F

65 F

S E U I L

PRIX FEMINA

Hector Bianciotti



Sans la miséricorde du Christ

roman

GALLIMARD

PIERRE GOUBERT.

★ **HENRI III**, de Pierre Chevallier, Fayard, 751 p., 160 F.

Henri III un roi shakespearien

Pierre Chevallier réhabilite un prince méconnu, victime de maints « racontars », alors qu'il fut le plus cultivé et le plus intelligent de tous les Valois.

ON publie de nombreuses biographies. En voici une moins connue qui en excuse bien d'autres : elle doit faire date. Elle va faire date. D'abord parce qu'elle fait justice du vilboquet des « racontars ». Bien plus encore parce qu'il s'agit d'un ouvrage rare, un talent aussi rigoureux que vigoureux, et cette fois-ci, visiblement accru par la sympathie.

S'agissant d'Henri III, la rigueur s'imposait. Il s'agit d'un personnage et d'un règne longtemps méconnus. Méconnus parce qu'on se contentait trop souvent des calomnies proférées par les ligueurs ultra-catholiques et pro-espagnols, et surtout parce que les sources, abondantes pourtant, n'ont été que tardivement et incomplètement publiées.

Si quatre volumes de « Lettres du Roi » ont été procurés par le regretté Michel François, aucune ne dépasse avril 1580, et des centaines reposent à la bibliothèque de l'Institut, où Pierre Chevallier les a lues ; ainsi que bien d'autres textes, trop partiellement publiés, comme les précieuses correspondances des ambassadeurs de Rome, de Venise, de Londres, de Madrid et d'ailleurs, riches de renseignements et de portraits, comme celui campé par Morosini : « Roi rempli d'espérances, roi rempli d'alarmes. Il désire la déroute des huguenots et cependant il la redoute ; il redoute la déroute des catholiques ; et cependant il la désire ». Une bibliographie ancienne, réduite, de qualité variable (l'Anglo-saxonne se distinguant pourtant, ce qui ne sau-

rait étonner), a conduit à cette longue plongée dans les sources, finalement dominées.

Il en résulte un long et passionnant récit chronologique, scandé par trois couronnes : celle de Pologne, celle de France, celle qu'attendait du Ciel le chrétien fervent, fidèle à sa devise personnelle : *Manet ultima caelo* (l'ultime couronne est au Ciel). Récit fort précis, coloré des exactes teintes des temps ; des lieux, écrit en une langue riche, soutenue, abondante, complexe, parfois majestueuse.

« L'énigme sexuelle »

Plusieurs « morceaux », d'une belle venue, retiendront aisément : le « tour de France » dans Catherine et de ses enfants en 1564-1566 ; la mise au point d'une France divisée entre deux religions (et leurs nuances), trois grandes familles féodales, grosses propriétaires et fortement armées (Montmorency, Guise, Bourbon), et travaillée par les intrigues, les rétrécissements et l'argent étranger (espagnol surtout) ; inoubliable enfin, le récit, heure par heure, de l'assassinat du roi par un dominicain, de son agonie, de ses volontés d'abord lucides,

d'après les sources les plus sûres soigneusement indiquées.

De tous ces épisodes, beaux parce qu'ils sont et intensément restitués, le plus grand, le plus neuf, celui qui captera tous les lecteurs, historiens de métier, de passion, de goût ou de lecture, occupe presque cent pages, au terme du volume. Il s'agit, disent les titres de ses deux chapitres, des « aspects multiples et pluriels de la personnalité d'Henri III », puis « l'homme privé ». Méthodiquement, rien n'est laissé dans l'ombre, sinon l'inconnaissable, et Pierre Chevallier, qui habilement ne se complait guère dans les secteurs psychiatriques, utilise sans hésitation l'ouvrage que le docteur Gilbert Robin consacra en 1964 à *L'Enigme sexuelle d'Henri III*. Encore le bon médecin, qui conclut à l'absence de toute preuve factuelle d'homosexualité, ignorait-il ces textes indubitables (le plus cru gît aux archives vaticanes) qui montrent le roi passant six journées à Limours, en août 1585, dans l'incessante compagnie de quatorze putains.

Cette performance, relatée, notre auteur analyse de très près l'homme de paix (qui, tout jeune, fut un excellent général), l'homme de conciliation, l'excellent sélectionneur de bons administrateurs, le plus cultivé et le plus intelligent de tous les Valois — avec des goûts artistiques parfois surprenants, — tendre époux aussi d'une modeste Lorraine choisie par amour, malheureusement devenue stérile après l'échec

d'une grossesse. Roi malheureux « qui eût été un bon prince s'il eût rencontré un bon médecin » (selon l'excellent chroniqueur Pierre de l'Estoile).

Une citadelle

Pierre Chevallier, on le sait depuis son *Louis XIII*, pratique une histoire classique, centrée sur le politique, la diplomatie, le psychologique ; mais, le sujet aidant, avec quelque audace, il plus large, il plus coloré, il plus imprévu et de plus émouvant aussi, comme son héros dont il fait assez justement un roi shakespearien. On retrouve même sous sa plume, mieux qu'évoqués, les problèmes économiques et financiers, si lourds à cette époque, y compris cette hardie réforme monétaire de 1577, qui faillit faire de l'écu d'or l'unité monétaire du royaume, l'instrument d'une difficile stabilisation.

Au fond, ce qu'on demande à un historien, c'est d'être vrai, juste, précis, vivant, passionnant même. Sans doute peut-il y parvenir de diverses manières, car il existe aussi plusieurs demeures dans la maison de Cléo. Celle que vient de construire Pierre Chevallier, avec l'amour rigoureux d'une jeunesse retrouvée, ne risque pas de s'effondrer vite. Les historiens à venir pourront sans doute bâtir encore, mais à côté et autrement, — toucher à la Citadelle.

PIERRE GOUBERT.

★ **HENRI III**, de Pierre Chevallier, Fayard, 751 p., 160 F.

ROMANS

A comme Aventure

Deux ouvrages très « romanesques » pour aller faire un tour au Brésil en Afrique.

Ils nous interpellent, ils ne nous laissent pas questionner, ils ne sont pas incontournables. Ils ne nous éblouissent pas de leurs fulgurances, ils n'inaugurent pas un nouvel âge de l'écriture, non. Ils se contentent de nous raconter une histoire à laquelle on croira de bout en bout, à laquelle on pourra faire vivre une aventure, revivre une époque et une société.

« Ils », ce sont les petits, les obscurs, les sans-grades de la littérature ; ceux qui se contentent de répondre à ce que le lecteur attend d'un roman : les tenir en haleine de la première à la dernière ligne, ne leur lâcher la main que le livre refermé, fût-ce au petit jour.

En voici deux : un « historique », un contemporain. Le héros du premier, Siri, le voleur à dentelles, est né en 1815 dans la famille brésilienne, d'une mère indienne et d'un père portugais peu avenable. Orphelin, il arrive à la fin de sa vie à la capitale, où il se livre à la plus grande des aventures, aujourd'hui Salvador.

Beau comme un mâle peut l'être, beau parler aussi, voleur, coiffeur et charmeur, ce puma de

quinze ans est un genre de petit roi dans le « Cimetière » de la ville, mais surtout ailleurs, un gibier de potence.

Un rival le met un jour au défi de dévaliser la plus riche maison de la ville haute, celle des Castro. De ce palais bien gardé, Siri ne rapportera qu'un pantalon de femme qui séchait sur un fil, le jardin. Une petite culotte d'homme, il lui a prise à la maîtresse du logis, la belle et capricieuse Isabela des Castro, seize ans comme lui.

Une fin en or

Ce chiffon de soie ne quittera plus notre héros. Il est un grand train, dans la plus surprenante de celles qui lui fait partager le sort (et l'amour) d'un beau ténébreux, « l'Anglais », grand seigneur et flibustier redoutable.

Pour autant, Siri n'a pas eu de rêve à la propriété du pantalon de soie. Devenu riche, l'Anglais en livre (il a l'Anglais en duel), il lui retrouve, amoureuse elle aussi, l'enlève. Une fin en or.

Est-ce le secret de leur réussite ? Ils ont deux auteurs, en tout cas, à la partager. Gérard Lauzier, romancier et scénariste connu, est le décor (il a vécu six ans au Brésil), les personnages et l'aventure. A Marie-Ange Guillaume, longtemps journaliste à l'Algerie et... musicienne, est revenue la charge de... mettre en pages ce que lui-même Lau-

zier. En fait, il y a de la musique, de la poésie, de la vie, de la phrase vive, claire, étonnante.

Michèle Mancoff n'en est pas à son premier roman, encore qu'elle soit plutôt connue comme une excellente journaliste-essayiste. Elle raconte aujourd'hui l'histoire d'un homme, difficile d'une femme et d'un

Lara Simpson, veuve d'un Anglais, est pilot, ses nouvelles de leur fille Elisabeth, qui a fugué dix ans plus tôt, dans le plus pur style romantico-libertaire de 1968, et vit aujourd'hui quelque part en Afrique (au Dahomey-Bénin, plus précisément), d'un ingénieur libyen.



Illustration de Gérard Lauzier

Lara découvre donc l'Afrique où rien n'est jamais certain, sinon l'étonnement, la crainte et la mort. Elle se retrouve par Elisabeth, mais sa vie n'est pas moins l'enfant de celle-ci, son petit-fils mérité.

L'Afrique de Michèle Mancoff, c'est vraiment l'Afrique profonde et vraie, vue avec une plume lucide et attentive. Le roman est sobre, intelligent, prenant. A peine peut-on lui reprocher une ou deux petites longueurs et un dénouement à la fois inattendu et convenu.

JACQUES CELLARD.

LE VOLEUR À DENTELLES, de Gérard Lauzier et Marie-Ange Guillaume. Olivier Orban, 356 p., 95 F.
LE VOYAGE EN AFRIQUE DE LARA SIMPSON, de Michèle Mancoff. Le Seuil, 247 p., 82 F.

Les vies multiples d'une impasse

Le deuxième roman d'Anne-Marie Garat : un regard aigu sur des vies ordinaires

UNE impasse tranquille, une modeste maison de pierre grise, un trottoir en béton battu, c'est, durant les années 50, un coin de quartier retiré dans une grande ville portuaire. Ici vivent les Kreutzer, venus d'Alsace quelques années auparavant, Ernest Roberger, un étudiant, installé depuis peu, Loulou, qui travaille en usine, et quelques autres. Par exemple Camille, douze ans à peine, qui règne sur les enfants du quartier. On trouve tout ce qu'il faut, dentifrice, savon, du charbon, dans l'épicerie du M^{me} Estival ; et elle, sans rien demander, il le faut d'écouter, sait tout de la vie des gens-là.

Le théâtre de la rue

L'impasse, chacun la voit différemment. Pour Anna Kreutzer, « jeune femme blanche aux yeux de sommeil », c'est bien une voie sans issue où l'a menée sa vie d'exilée, de réfugiée. Pour la plupart, c'est un refuge assez accueillant. Pour Camille, c'est un prodigieux champ d'observation.

Une silhouette aperçue dans l'encadrement d'une fenêtre, l'expression défilante d'un visage qu'on s'en veut d'avoir surprise par hasard : le théâtre de la rue est entrevu, les coulisses instantanées lorsque, sous l'effraction des regards, les êtres apparaissent à l'abandon, révélant l'ambiguïté de l'existence.

Pendant un printemps, jusqu'à l'été torride, flotte dans l'air la menace d'un ne sait quel danger. La fugue de Miklos, le petit garçon Kreutzer, puis le bazar nocturne rassemblent dans l'inquiétude les habitants de l'impasse.

Il y a dans l'évocation de ces vies ordinaires une singulière ten-

sion. Un montage serré fait tourner les points de vue. L'écriture aiguë, cernée, au plus près, des sensations fugaces, chocs, élans, sur-monts. Par cette vibration, le deuxième roman est proche du précédent, l'Homme de Blaye (1) l'histoire d'un photographe. Etienne Sylvestre, qui revient dans sa ville natale à chercher l'absolu jusqu'à en mourir. « Ce premier livre, dit Anne-Marie Garat, était un enfermement autour d'un seul personnage. Ici, par une sorte de réflexe contraire, le récit a éclaté, il y a des gens, des voix, des regards différents. Mais pour moi il y a une continuité, malgré les différences de la narration ».

Ce qui est commun aux deux livres, c'est d'abord un regard, celui du Sud-Ouest, dont l'auteur a gardé dans la voix quelques intonations. Si le grand port de Bordeaux n'est pas beaucoup à la ville où Anne-Marie Garat est née, justement, une « voie non classée ».

Une zone d'ombre

En cela, oui, elle est nourrie son livre de sa propre expérience, « mais dit-elle, je ne les connais pas, ni la petite fille Camille, ce n'est pas moi du tout. Je ne prends pas de modèles dans la vie immédiate. L'écriture, pour moi, est de choses vues, d'images, de glissements de perspective. Mais, en même temps, j'ai une image en compte à régler avec les images que je pense qu'elles peuvent faire écran à une réalité qui est cachée, dérobée ».

« Il existe chez moi des personnages, une zone d'ombre où l'enfance et la jeunesse sont liées. Peut-être qu'il y a en place

très, quelque chose de primitif, de sauvage et d'imparfait qui donne une configuration définitive à nos vies. Pour chacun d'eux, il y a eu à l'origine une faute de parcours, une erreur, une déviation, la destruction ou la souillure, qui n'a pas été dépassée ».

« Pourtant ils ne sont ni résignés, ni désespérés, ils continuent à vivre, même s'ils sont un peu blessés. La force de Camille, c'est justement de comprendre qu'on peut avoir mal sans être détruit pour autant, c'est d'assumer, à la fin de la vie, l'idée que la beauté, la destruction de la beauté, c'est terrible mais au fond pas grave, parce que comprendre cela, c'est précisément être vivant ».

MONIQUE PÉTILLON.

VOIE NON CLASSÉE, d'Anne-Marie Garat, Flammarion, 252 p., 80 F.

(1) Flammarion.

Le journal mensuel de documentation politique

après-demain

soin vendu dans les librairies

offre un dossier complet sur :

LA MEDECINE AU FUTUR

Envoyez 33 F (timbre) et 1 F ou chaque à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Baptiste, 92100 Nanterre, en joignant un dossier demandé ou 130 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économique, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce n-)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Le taureau par les cornes

(Suite de la page 13.)

Le lendemain, à la gare, le confrencier quette. Nicole viendra-t-elle ? Ou Bénédicte ? Mais non : leur vie est à B., avec leur mari et père, industriel à souhait, autrement rassurant. Pour aimer ses enfants, il faut les avoir adoptés jour après jour, et d'abord s'aimer soi-même. Bien qu'il ne semble occupé que de soi, le narrateur se détache. Il rentrera à Paris bien pelotonné dans la malédiction des mal aimants. C'est son lot d'autobiographe, cette guerre avec soi, et c'est son honneur d'écrivain de la livrer sans merci, ni relâche. Son secret primordial - ne pas se souffrir - jamais Nourissier ne l'a torse de si près, si droit entre les cornes et d'une plume agitée !

vingt-trois ans déjà, il se supportait mal. Dès 1951, il bougonne contre lui-même et se flagelle, de sa phrase-fouet. La vie lui semble sans surprise, et l'amour sans len-

Les jeunes mariés de l'Eau grise ont des résignations de vieillards. Ils n'aiment pas leurs corps, ils voient dans l'amour une « faiblesse », une « dévotion », un « rabâchage héroïque ». Ils s'approprient à tuer la petite semaine le bel animal gourmand et emporté qu'ils n'ont étranglé une bonne fois... Il y a sans doute une part de pose chez ce débutant décidé à rivaliser de lucidité âpre avec son maître Chardonne. Mais son style en petites touches de chat échaudé a déjà partie liée avec une crainte profonde de sentir et de croire...

Il préface à cette rédaction, Nourissier fait le point sur le tiers de siècle écoulé, avec le même probité sans concession que dans ses livres.

A l'écart des querelles et des idéologies, la critique Nourissier est toujours tenu à son équilibre. Le palmarès auquel il se risque Genet, Tournier, Michaux, Cohen, Yourcenar, Aragon, Gracq, Claude Simon, Le Clézio, Perec... Dans l'ensemble, la période lui paraît portée au repliement, au provincialisme. Il se reconnaît dans les incertitudes de ses contemporains, non dans leur suffisance. La lecture étonne, mais l'admiration ambule.

Puisqu'elle l'empêche de se coter et de se situer lui-même, l'écriture pour lui : Nourissier aime le travail de dépolluer l'autobiographie de sa complaisance ; il donne au genre la netteté terrible d'un asphalte, et sa prose à même la peau y gagne le tranchant d'une lame.

LA FÊTE DES PÈRES, de François Nourissier, Grasset, 252 p., 72 F.
L'EAU GRISE, de François Nourissier, Stock, 210 p., 42 F.

Les fantaisies de Marcel Brion

Le roman posthume d'un écrivain qui fut, toute sa vie, fasciné par l'Allemagne romantique.

APRÈS avoir entrevu « les montagnes bleues » de « Les Bienheureuses », les romans sont frappés d'une incommensurable tristesse, d'une « nostalgie inquiétante ». Mais l'écart par l'abaissement de leur vision, ils se laissent dériver et mourir sans pouvoir communiquer au profane la substance de leur indicible expérience.

Ce morceau du roman posthume de Marcel Brion, les Vaines Montagnes, est bien dans la manière de son écrivain. La longue fréquentation de l'Allemagne romantique, à laquelle il consacra une importante somme (quatre volumes, d'Albin-Michel), en 1984, un amoureux, fasciné par l'objet de son étude. Ses romans et nouvelles, qui sont un perpétuel retour à cette source privilégiée, témoignent de cette fascination.

Une lumière crépusculaire

Un résumé scrupuleux des Vaines Montagnes n'apporterait que peu de lumière au lecteur. Marcel Brion est une longue d'histoires, de légendes ou d'évocations qui s'emboîtent comme un jeu de miroirs, des compartiments secrets et inaccessibles au curieux pressé. Six compagnons, sur le modèle des « calendriers, fils de rois » des Vaines Montagnes, se retrouvent fréquemment dans des lieux de l'ancienne Europe, chargés du passé : une auberge en Bavière, Salzbourg, le Tyrol autrichien, ou ces Vaines mythiques Montagnes dont la quête ouvre le roman. Chacun de ces personnages, reflets des aspects multiples de la personnalité de l'auteur, s'attache à poursuivre une quête qui lui est propre. Les romans qu'il conte ou raconte avec sa sensibilité et son talent, il les dessine

ner les contours de sa recherche spirituelle singulière : Leonetto, crédule et croyant aux fantômes, Barnward, sombre et agnostique, fasciné par le mystère des minéraux... Tous « jeunes gens bercés par un incroyable accord du plaisir de vivre et de la nostalgie d'on ne sait quoi ».

La soif de l'ailleurs, d'un temps que l'histoire serait impuissante à mesurer, habite ces figures irréelles, emblématiques de la quête de Brion, qui, seuls, justifient leurs fragiles existences. Baignés d'une lumière crépusculaire, les personnages de Marcel Brion, par David Friedrich, ils se trouvent dans les mêmes parallèles, oniriques, livrés à la puissance de leur fantaisie, c'est-à-dire, selon l'acceptation germanique, de leur imagination.

Le charme de ce roman tient plus à l'atmosphère générale, au merveilleux qu'aux épisodes qui s'enchaînent et se répondent, épiques dans certains, pourtant, si beaux. Le fantastique n'est pas pour Marcel Brion un objectif à atteindre, une fin en soi, mais bien plutôt le moyen de la matière de son art romanesque.

Le monde sensible, perçu comme un subtil réseau de signes où les résonances abondent, est le point de départ d'un grand poème qui enrichissent sans cesse les références aux œuvres de l'esprit. « A la fin, dit-il, un verbe est attaché », dit un personnage en citant Nerval, en donnant du même coup l'une des clés de l'art de Brion.

Soutenu par une écriture classique, créant un étrange contraste avec les débordements de l'imagination, ce livre prend la place d'une autobiographie que Brion avait renoncé à rédiger, comme il précise la veuve de l'écrivain, Liliane Brion, dans la préface.

PATRICK KÉCHICHIAN.

LES VAINES MONTAGNES, de Marcel Brion, Albin-Michel, 256 p., 85 F.

L'Algérie et la mémoire

JEAN-PIERRE SPILMONT écrit pour fixer dans l'encre les images de ses années algériennes, mais, également, les vivants, qui forment autour de lui un monde. Aussi, dans Soleils nomades, qu'il publie aujourd'hui, les romans de Claude Hervant et du Guy Benoît, deux poètes qui, comme lui, pratiquent le roman comme un art martial.

Il faut pourtant lire un fragment du journal intime, Jean-Pierre Spilmont s'est inventé un double, Bruno, qui, réfugié dans un chalet des Alpes, interroge son passé.

Il se voit à un funambule perdu dans un brouillard de « mémoire ». Le roman - faut-il le dire ? - s'appelle la « guerre d'Algérie ». Vingt-huit romans, dont le premier, ne veut plus rien savoir : « Depuis l'Algérie, les romans ont un goût d'ail », dit-il. Claire, parfois, dans l'Algérie aussi. Sales, charriant des cadavres d'espérance, les lachetés, les amours refusées, les projets dérisoires, les bonheurs fous, les douleurs intenses, les fulgurances, l'essentiel, impatissable.

« Mon premier navire, dit-il, mémoire, à un seul vers d'Apollinaire et Bruno s'apaise, s'endort, et songeant aux femmes qui, en vieillissant, au font un regard à la fois si doux et si dur, se composent un masque. Le narrateur écrit à Jeanne, son épouse, qui lui n'expédiera peut-être jamais. Elle lui envoie et comprend qu'il a l'impression de l'achever. Il se rature avec soi-même », et qu'il lui faut, quelquefois, s'éloigner afin de ne pas la perdre, de ne pas qui repose en lui.

Il est trop méconnu (1). Jean-Pierre Spilmont attend plus que tout autre, il espère des complices...

PIERRE DRACHLINE.

SOLEILS NOMADES, de Jean-Pierre Spilmont, collection « L'Age d'or », Flammarion, 103 p., 60 F.

(1) Lisières, l'Algérie absolue, l'Orie, la déchirure, Cette navigation du sang à marée basse, chez Rougerie, et l'Autre je, chez Fagge.

LES ETRANGERS

Milena de Prague Margarete de Potsdam

En 1918, les deux sœurs, Milena et Margarete, sont en exil à Paris. Milena, une jeune femme de vingt ans, est la fille d'un aristocrate tchèque. Margarete, une jeune femme de vingt ans, est la fille d'un aristocrate prussien. Les deux sœurs se rencontrent à Paris, où elles se retrouvent après une longue séparation. Milena est une jeune femme de vingt ans, est la fille d'un aristocrate tchèque. Margarete, une jeune femme de vingt ans, est la fille d'un aristocrate prussien. Les deux sœurs se rencontrent à Paris, où elles se retrouvent après une longue séparation.

Les deux sœurs se rencontrent à Paris, où elles se retrouvent après une longue séparation. Milena est une jeune femme de vingt ans, est la fille d'un aristocrate tchèque. Margarete, une jeune femme de vingt ans, est la fille d'un aristocrate prussien. Les deux sœurs se rencontrent à Paris, où elles se retrouvent après une longue séparation.

RENCONTRE AVEC Mme RUMER

Je vis toujours avec

« Je vis toujours avec » est un roman de Mme Rumer. Il raconte l'histoire d'une jeune femme qui vit avec un homme qui est un artiste. Le roman est écrit dans un style simple et direct, et il est très intéressant.

« Je vis toujours avec » est un roman de Mme Rumer. Il raconte l'histoire d'une jeune femme qui vit avec un homme qui est un artiste. Le roman est écrit dans un style simple et direct, et il est très intéressant.

« Je vis toujours avec » est un roman de Mme Rumer. Il raconte l'histoire d'une jeune femme qui vit avec un homme qui est un artiste. Le roman est écrit dans un style simple et direct, et il est très intéressant.

AUTHEATRE DE L'ATHENES

à partir du 3 janvier

Vincent et Fernand

des personnages de ROBERT MUSIL

AU SEUIL

toute l'œuvre de ROBERT MUSIL

Milena de Prague et Margarete de Potsdam

(Suite de la page 13.)

Elle était alors mariée avec Ernst Pollak, le professeur de Juive. ■■■ n'avait pas admis ce mariage. ■■■ Le couple ■■■ parti pour Vienne, mais Milena avait du mal à s'acclimater dans cette capitale vaincue qui avait perdu son Empire : elle va commencer, pour vivre, à écrire des chroniques dans les journaux...

C'est la même année qu'elle fait connaissance avec Franz Kafka, ■■■ Merano (Italie), où l'écrivain ■■■ une cure. Ils commencent à s'aimer, elle le débarrasse de lettres et de télégrammes, et plus il est hésitant, plus elle exige sa présence. Et lui se dérobe, angoissé par l'amour, angoissé par la vie.

Une remarquable journaliste

Milena est devenue une journaliste connue et, pendant près de vingt ans, elle va poursuivre une carrière dont témoignent des centaines de chroniques, d'articles et de reportages d'une intelligence et d'une qualité d'écriture absolument remarquables.

« La seule chose que je sache vraiment écrire, ce sont des lettres d'amour, disait-elle, elle-même comme pour minimiser son talent ; en fin de compte, tous mes articles ne sont rien d'autre que cela... Ses articles permettent de la connaître sous toutes ses facettes : ses goûts cinématographiques, sa profonde connaissance de l'Europe centrale et de cette mosaïque de peuples et de langues dans *Volture directe Prague-Vienne* ; les problèmes du mariage dans *Le Diable au foyer*, mais aussi elle stigmatise la misère, et la bêtise de la bourgeoisie libérale.

En 1931, de retour à Prague, elle a adhéré au Parti communiste et elle écrit des romans dans *Rusko*, *Pravo*, *Svet Prava*, *Tvorba*, bilingues d'idéologie petite-bourgeoise et décrivant en termes exotiques les vertus de l'État prolétarien et la vie des *enfants soviétiques*. Mais dès les premiers progrès de Moscou, en 1936, elle quitte le Parti communiste. Son style change, comme en témoignent les articles qu'elle publie dans *Přítomnost* («le Présent») entre 1937 et 1939 : la situation dans les Sudètes devient de plus en plus préoccupante, la pression de Hitler sur la Tchécoslovaquie de Bénéš s'accroît, les réfugiés allemands affluent par vagues ; clairvoyante, d'une lucidité terrible, elle tente de se battre avec sa plume pour que « *l'Anschluss* n'ait pas lieu » ; étonnamment lucide, elle présente ■■■■, qui courent les juifs, puis, quand la France et l'Angleterre abandonnent la Tchécoslovaquie après Munich, elle devient de plus en plus vigoureuse.

Comme un témoin que cette terrible
 Lettre à Jules
 publiée le 1^{er} février 1939,
 laquelle explique clairement
 que « la France s'est trahie elle-
 même » en trahissant la
 « Slovaquie ». « Cher Maître, scri-
 velle, tant que vous parlerez des
 événements de septembre (la ren-
 contre à Munich) comme d'une
 catastrophe qui a frappé la
 Slovaquie, je
 parlerai
 catastrophe qui a
 frappé la France, mes arguments
 sans objet. Vous
 jubilez parce qu'il vous
 a permis de vivre. Mais pas nous,
 car nous pleurons parce qu'un
 nous défendait de mourir pour
 notre cause commune, celle des

Tchèques ■ celle des Français, cher Maître. » Et elle conclut : « Adieu, J'ai Romeins ! »

Quand ■ troupes hitlériennes entrent dans Prague, le 15 mars 1939, Milons refuse de partir.

Prisonnier cesse de paraître en août 1939 ; en novembre, Milena est arrêtée, jugée pour « collaboration avec la presse clandestine », puis envoyée au camp de Ravensbruck « pour fins de rééducation ».

C'est, tout d'abord, après son arrivée, qu'elle fait la connaissance de Margarete Buber-Neumann, dont elle connaît l'expérience en Union soviétique : « L'Union de l'époque avait été convaincue que la part et le Koulak avaient vraiment l'intention de promouvoir les conditions économiques garantis à tous les hommes le travail, le pain et la liberté », lui demande-t-elle, « mais déjà clairement quel autre ennemi menace un pays... ». « C'est l'armée rouge qui doit nous libérer, je ne suiciderai », disait-elle à des amis dès 1939...

Le temps du canot

Ce que furent les quatre **d'internement à Ravensbrück**, d'extraordinaire amitié, de tendresse désespérée, Margareta Buber-Neumann nous le rapporte dans ce **livre** qui paraît aujourd'hui en français. La force de caractère, la supériorité intellectuelle de Milena, la haine qu'elle vouait **à l'Allemagne**, l'approche de la Prusse. Quand nous aurons **la liberté**, nous aurons un **livre** **sur la liberté**, dit Milena à son **ami** allemand. Le titre était trouvé : **Le Temps des camps**.

« Le 10 juin 1944, le camp apprit que le débarquement avait eu lieu en Normandie, écrit Margarete Buber-Neumann. Ce fut la liasse parmi les détenus. Mais je ne pouvais partager leur joie. A quoi bon continuer de vivre si Milena était morte. »

« Je retrouvai la liberté et exécutai le testament de Milena. J'écrivis notre livre sur le camp de concentration (1). Peu avant sa mort, elle m'avait dit un jour « Je sais que toi, au moins, tu ne m'oublieras pas. Grâce à toi, je peux continuer à vivre. Tu diras aux hommes qui j'étais, et auras pour moi la clémence du juge. »... Justice est enfin rendue à Milena. Milena vit.

NICOLE ZAND.

★ **MILENA**, par Margarete Reuber-Neumann. Traduit de l'allemand par Alain Broszat. Seuil, coll. « Fiction & C^e », 280 p., 89 F.

★ **Du même auteur : DÉPORTÉE EN SIBÉRIE**, traduit par Annie Postel-Vinay. Seuil, 260 p., 89 F. Réimpression.

★ **VIVRE**, par Milena Jencuska. Choix d'articles réunis et présentés par Dorothea Reia. Traduit du tchèque par Claudia Ancellet. L'Esprit, 286 p., 98 F.

★ Lire aussi : **LETTRES A MILENA**, de Franz Kafka. Traduit par Alexandre Vialatte. Gallimard.

(1) Ce livre a paru en 1948 sous le titre *Als Gefangene bei Stalin und Hitler* (Dans les prisons de Staline et d'Hitler). Il vient d'être réédité à Stuttgart chez Suwald Verlag. Mais il est scandaleux qu'il n'ait jamais été traduit intégralement en français. Seule la première partie a paru au Seuil en 1969 sous le titre étrange : *Déportée en Sibirie* (alors que Karaganda est au Kazakhstan). Ce livre, épais et longtemps, vient de reparaître. Même tronqué, mérite d'être lu, car il est un des grands documents de notre temps.

RENCONTRE AVEC M^{me} BUBER-NEUMANN

« Je vis toujours avec Milena »

Vivante, ô combien, d'une vitalité — d'une combativité fau-
— cette femme qui va avoir quatre-vingt-cinq ans cette année inspire dès qu'on la voit le respect et l'admiration. Elle vit depuis trente-cinq ans à Francfort, où nous l'avons rencontrée.

DES yeux bleus à l'iris cerise de couleur, extraordinairement vifs, les cheveux ondulés ■ soigneusement mis en plis, la bouche volontaire qui se moque d'elle-même et des autres ■ un visage souriant dessiné avec des parties d'ois qui semblent tirer tout le temps, un corps mince et nerveux ■ cesse en mouvement, elle est vraiment impressionnante. M^{me} Buber-Neumann. Elle oublie parfois de mettre ses lunettes pour lire. Élegante avec son pantalon bien coupé et son pull-over. Elle parle vite tant elle a de choses à dire, tant elle a sa vue. Elle est née à Potsdam, le 21 octobre 1901, dans une famille d'origine paysanne — le père, bavarois, « entièrement conservateur », la mère « entièrement libérale ». « Nous étions cinq enfants, dit-elle, et la vie n'était pas facile. ■ ■ ■ plus jeune frère est aujourd'hui ■ ■ ■ Allemagne de l'Est : il a cinq enfants, sa femme est morte, et il préfère vivre là-bas. Ce n'est pas facile pour lui d'avoir des sœurs aussi terribles que nous (celle part d'un grand rire). ■ ■ ■ Seulement moi, mais ■ ■ ■ sœur Babette qui ■ ■ ■ la femme de Willi Münzenberg, un des proches de Lénine, membre aussi du Komintern. Mon frère

ainé de droite, le cadet de l'Est. Une famille allemande typique, quoi ! »

C'est après la guerre, en 1919, qu'elle est devenue un membre actif des communistes (1), au temps de l'infamie, de la famine. Elle avait épousé, très jeune, Rafael Buber, le fils de Martin Buber, qui n'était pas encore connu comme le grand spécialiste des religions : le couple s'est installé à Heidelberg, puis à Fribourg, où naquit, en 1921, Barbara la première, qui est peintre et qui vit à Jérusalem. Leur seconde fille, Judith, est actuellement professeur dans une université de New-York. • Rafael étudiait l'agriculture pour partir en Israël ; il est allé à la fois combattre les nazis et les arabes communistes, et qui a été difficile à concilier. »

Moins 25 à Karagunda

A Berlin, elle rencontre Heinz Neumann, un des organisateurs de la commune de Canton. « C'était un intellectuel typique ; il venait d'une bonne famille juive. Il parlait sept langues... Nous étions en adoration devant lui la première fois... Je lui ai allé en Russie pour adresser le salut des communistes allemands. Nikitchew (elle rit ; se tape sur la main). J'étais très jeune et très stupide. En 1932, nous avions été les invités de Staline... la mer Morte. Je ne l'ai pas vue... A Moscou, nous habitions Tchaïkovski... Je fus avec lui du 20 au 21 novembre, lorsque Neumann a été arrêté le 22 novembre. »

30 avril 1937. J'ai tenté de retrouver sa trace après la guerre. Pas de réponse. Rien. Rien. Rien. Je pense que, à la Loubianka, on l'a tué assez vite. « Femmo de détenu, elle est chassée de l'hôtel, puis jugée et condamnée à cinq ans de camp. » Karaganda, « était moins terrible que la Sibérie, se souvient-elle. Jamais moins de 25 degrés sous zéro ! Il y avait là les plus grands intellectuels allemands, russes, et les juifs. Il y avait une déportée, un médecin, qui nous racontait les événements. » Il mangeait merveilleux. « On travaillait douze heures, du lever du soleil à la nuit, pour un peu de pain et de son étide. C'était la mort lente. Les hommes mouraient avant nous. » Elle ne cessera de le répéter : « Les hommes, sous bien plus faibles que les femmes. »

En août 1940, brève ar SS comme « cadavre » de Staline à Hitler (Staline aurait voulu, dit-on, l'échanger avec Thaelmann, détenu dans un camp allemand), elle ne comprend rien d'abord, reste stupéfaite, abasourdi devant ce qui lui arrive. Mais elle reprend le cours, devient « chef » de la baraque des témoins de Jéhovah, et son tempérament de combattante reprend le dessus. « Je remercie le sort d'être allée à Ravensbrück, c'est vrai. Dans la vie normale, je n'aurais jamais connu Milena. Pour l'humanité, les camps de concentration, c'est l'endroit rêvé. Tout est interdit ici, camp et vous pouvez à tout moment être dénoncé. Quand on a des amis, on prend des risques. Milena m'écrivait presque chaque jour, mais j'ai dû brûler ses lettres, c'était trop dangereux... Elle ne pouvait pas accepter une discipline imposée, sa façon d'être constituait à elle seule une constante protestation contre le régime du camp. Souvent, maintenant, je vis avec Milena. Pas en rêve, mais réellement... »

Margarete ne dit rien de ses actes d'héroïsme à elle. C'est sa compagne d'alors, la Française Anise Postel-Vinay, qui me racon-

tera comment elle se dévoua pour les femmes tchèques, pour les « petits lapins » polonais, — ces cobayes de moins de vingt ans, — comment aussi, en mars 1945, elle sauva de la chambre à gaz Germaine Tillion en la cachant dans son lit, à l'infirmerie...

Quand, en 1949, elle viendra à Paris témoigner au procès Kravchenko, les avocats des *Letzte Franzosen* iront jusqu'à injurier ce témoin inattendu qui a vécu les deux systèmes, qui réduit à néant toutes leurs affirmations, par sa présence même (2), et qui raconte simplement, à la stupeur de ceux qui veulent bien l'écouter, comment, à Brest-Litovsk, elle a été livrée par l'URSS au Reich, passant directement de Karaganda à Ravensbrück (3).

Que répond-elle aujourd'hui quand on l'accuse d'être anticom-muniste ? Elle me fixe, ses yeux

jeitent des flammes, elle se dresse, comme si elle devait livrer bataille... Natchevov. Je réponds que je suis anticommuniste. Le communisme m'a rejeté. J'ai vu la réalité et je peux répondre. C'est suffisant.»

N. Z.

(1) On pourrait traduire ses «Mémoires de jeunesse : *De Pétersbourg à Moscou* (Petersburg, 1938).

(2) « C'est sans propagandisme professionnel. Et même, dans un sens, un revirement », déclara M. Joe Nordmann. « Maintenant c'est tout juste, (...) Quant à son reportage en Allemagne, la version de son *Barbarossa* est la même que celle de son livre, mais le livre est la continuation de son livre adressé par l'écrivain allemand Nordel : elle devait être expédiée de Russie et, ayant la possibilité de choisir sa destination, a pu passer par Moscou » (Le Monde, 24 mars 1949).

(3) Après cette dernière intervention, Henry Rousso nota : « Le seul élément de la Nouvelle Gauche s'apparente à la Nouvelle Droite, à savoir : l'E.T.A. anarchiste et liée à Mitterrand ». Les communistes allemands qui n'étaient pas dans la « figure », des juifs, qui ne considéraient ainsi à une mort cruelle, non forcée, communiste elle aussi, qui fut infamée à Ravensbrück et alors le seul avait des faillites. Neumann était « stotisch », et par conséquent un « espion », a dit M. Nordmann. Mais voilà ce qui est affreux : voilà exactement la thèse du Zet et l'Infamie : (le Monde du 24 mars 1949).

Maurice de Saxe

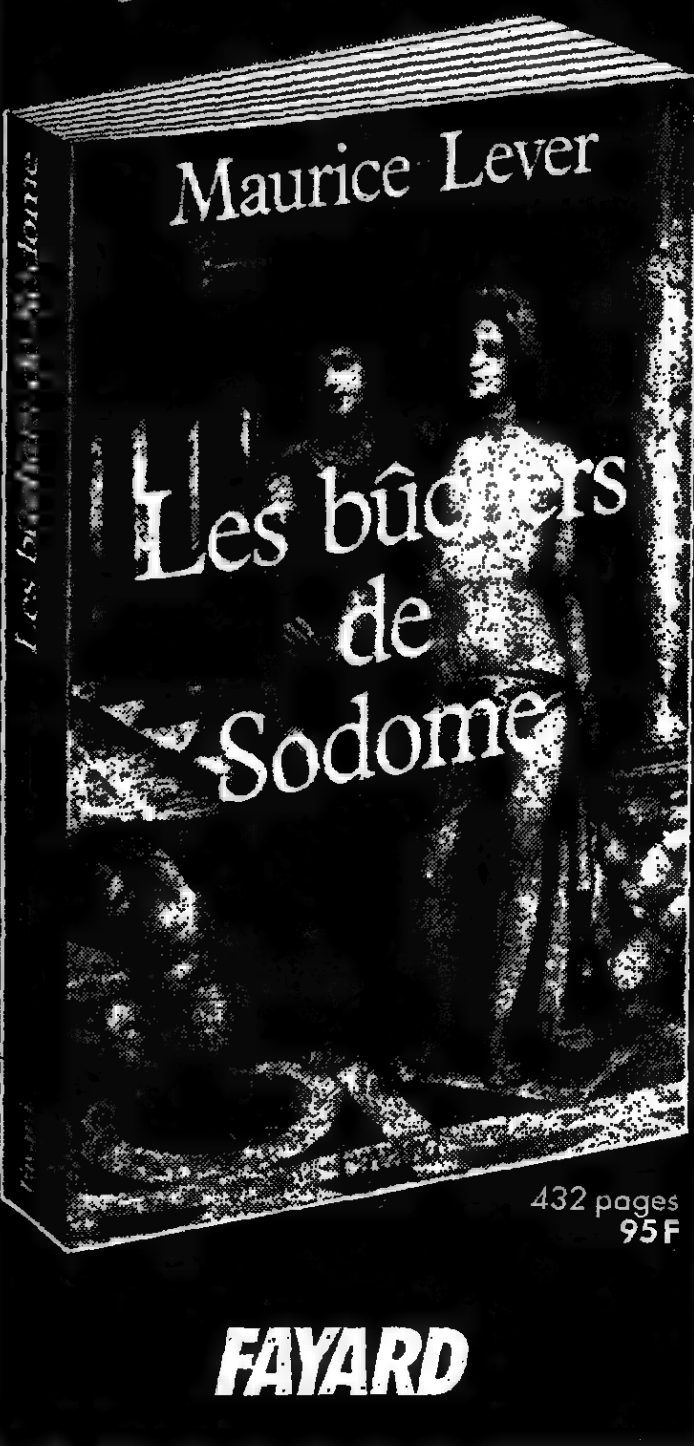
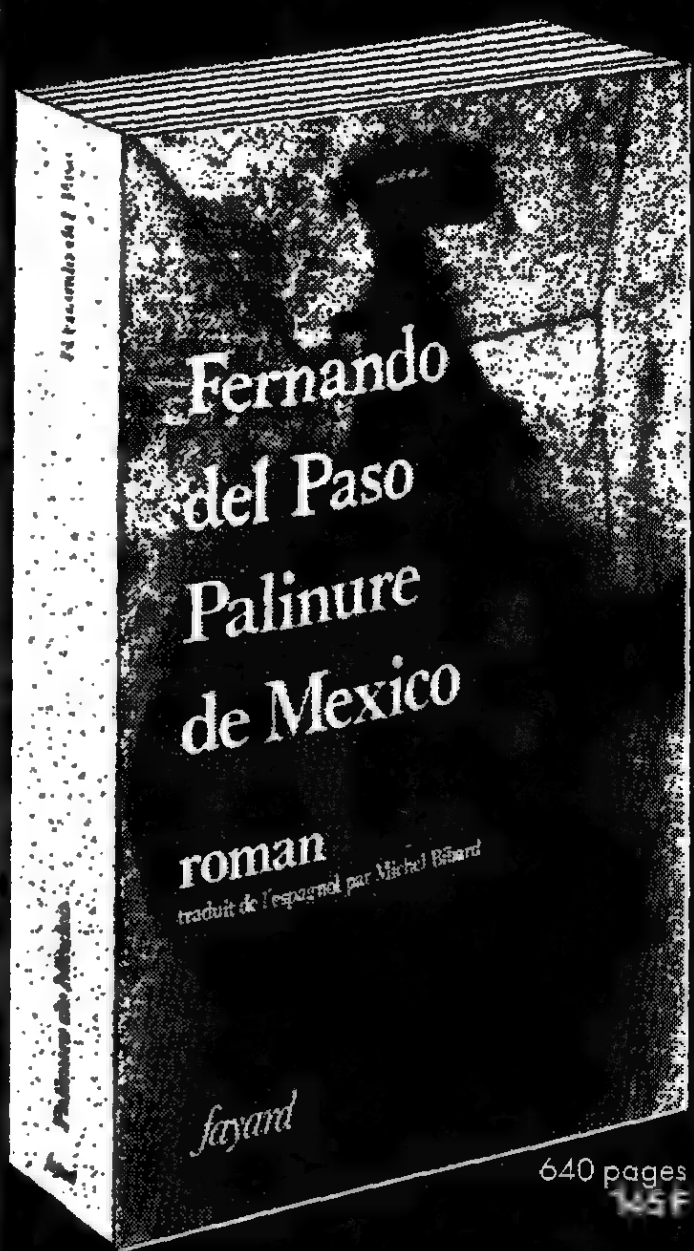
Maurice

Les



FA

**CHOISIS PAR
BERNARD PIVOT
ET SON EQUIPE
DE LIRE PARMIS
LES 20 MEILLEURS
LIVRES DE 1985**



Un entretien avec M. Marcel Boiteux, président d'EDF

« Nous aurons de deux à quatre réacteurs nucléaires de trop en 1990 »

Résultats bénéficiaires, pour la première fois depuis huit ans, diminution historique de l'endettement en dépit de hausses de prix modérées de l'électricité - et qui devraient rester en 1986 inférieures à 2 % - le redressement financier d'EDF est patent. Son président, M. Marcel Boiteux, qui devait tenir ce jeudi 16 janvier, une conférence de presse, en explique les raisons dans un entretien qu'il nous a accordé, sans nier toutefois les problèmes posés à l'établissement par le retournement du marché énergétique : concurrence accrue des autres sources d'énergie, suréquipement nucléaire de la France, etc.

En 1985, les prix de l'électricité ont augmenté plus vite que ceux du gaz et des produits pétroliers. Quelle sera l'évolution des tarifs en 1986 ?

La question n'est pas tranchée. Si nous pouvons appliquer comme sous le schéma des règles de notre contrat de plan, les tarifs augmentent en 1986, mais de peu : 2 % au maximum. Encore la hausse peut-elle être plus ou moins différée par le gouvernement.

L'enjeu n'est pas l'équilibre de nos comptes, mais notre endettement. L'an passé, pour la première fois dans l'histoire d'EDF, il a diminué en valeur absolue. Nos emprunts à court, moyen et long termes s'élevaient fin 1984 à 216 milliards. Ils n'atteignent plus à la fin de 1985 que 212 à 213 milliards, ceci grâce à la baisse des cours du dollar qui a réduit la valeur de notre dette en devises de quelque 15 milliards de francs en un an.

Nous devons choisir au cours des prochaines années entre l'insécurité de baisses de prix allant au-delà du contrat de plan, comme celle appliquée en décembre dernier, et le souci de nous désendetter.

Comment comptez-vous défendre votre part de marché énergétique si la baisse des prix de pétrole et celle du cours du dollar se poursuivent ?

On raisonne toujours à très court terme ! Il est frappant de constater que le coût domestique, à la fin de 1985, est seulement revenu à son niveau moyen de 1984. Car si

son prix a baissé ces derniers mois, il avait beaucoup augmenté au printemps. De même, le fioul lourd, au 1^{er} janvier 1986, a seulement retrouvé, en franc constant, son prix moyen de 1983.

Cela ne remet pas fondamentalement en cause notre compétitivité. Mais si cette tendance se poursuit, la concurrence sera plus rude. Sur tout, dans l'industrie, pour les usages purement thermiques de l'électricité, quand il s'agit de vendre de la chaleur brute sans que l'électricité présente aucun avantage annexé.

Dans le secteur domestique, nous ne sommes pas inquiets pour le chauffage électrique dans les logements neufs car il est très compétitif. En revanche, ce sera plus difficile dans les logements anciens non rénovés. Se chauffer avec de simples convecteurs dans des logements mal isolés, c'est du méconisme ! Quant à la bi-énergie, sa rentabilité dépend largement des cas particuliers : état de la chaudière, qualité de l'isolation existante, etc.

Nos commerçants devront désormais défendre leur dossier de façon plus subtile, mettre en avant les avantages spécifiques de l'électricité : souplesse, propreté, automatisation, etc.

Tout cela n'a rien de tragique, en tout cas, pour la situation financière d'EDF : si les recettes sont affectées, les dépenses le seront dans la même proportion puisque nous vendons au coût marginal. Cela ne modifiera pas non plus les programmes d'équipement puisque les marchés menacés se limitent, dans l'industrie, à la chaleur de l'électricité, et à la bi-énergie dans le secteur domestique.

Vous n'envisagez donc pas de baisser vos tarifs ?

Non, une baisse de caractère purement commercial serait tout à fait contraire à nos principes. Notre politique est de ne jamais vendre le courant moins cher qu'il ne coûte.

Quand les consommateurs français bénéficieront-ils de l'effort massif d'équipement nucléaire réalisé depuis douze ans ?

Ils en profitent depuis longtemps. Sans cet effort, les prix seraient beaucoup plus élevés. Pour les usagers domestiques, le kilowatt-

heure coûte depuis plusieurs années, en francs constants (si on tient compte de l'inflation), de 2 à 4 % moins cher qu'en 1973. Pour la grosse industrie, il est seulement de 40 % plus cher.

Précisément les industriels s'en plaignent et réclament des tarifs privilégiés.

La politique tarifaire du gouvernement vise en principe à nous permettre strictement d'équilibrer nos comptes. Dans ces conditions, est-il judicieux de faire des rabais à certains gros clients aux dépens des autres ? Le problème se poserait différemment si nous réalisions de copieux bénéfices. Ce n'est pas le cas.

Des exportations en hausse de 22 %

Notre politique est de faire payer à chacun ce qu'il nous coûte. Les gros industriels ont déjà des prix beaucoup moins élevés que les usagers domestiques, car les frais de distribution varient considérablement suivant que le kWh est fourni en gros ou livré à domicile. C'est précisément parce que la structure de leur prix n'est pas la même que l'évolution des tarifs leur a été défavorable.

Prenez un exemple théorique, tout à fait simpliste - il faudrait tenir compte du mode de consommation, continu ou non, - mais parlant : en 1973, le coût de production du kilowatt-heure était de 5 centimes. Les plus gros industriels payaient au total 6 centimes (5 + 1 de frais de distribution) les usagers domestiques 25 centimes (5 + 20 de distribution). En 1985, le coût moyen de production est passé de 5 à 7,5 centimes, en centimes de 1973 (1). Mais les frais de distribution ont diminué avec les progrès de la productivité. En centimes de 1973, les industriels paient le kilowatt-heure 8,4 centimes (7,5 + 0,90 de distribution), soit 40 % de plus. En revanche, les usagers domestiques ne paient plus que 24,5 centimes (7,5 + 17 de distribution), soit 2 % de moins.

Mais le nucléaire aurait dû faire baisser vos coûts de production ?

Sans le nucléaire, ce coût serait passé non de 5 à 7,5 centimes, mais de 5 à 15, si on utilisait encore du fioul, et de 5 à 10 si on utilisait du charbon. Si le nucléaire n'avait été, c'est en partie parce que les contraintes liées notamment à la sécurité des centrales se sont alourdies.

Les industriels se plaignent également que vous exportiez de l'électricité, ce qui donne un avantage à leurs concurrents étrangers.

C'est une illusion. Il confondent nos différents prix à l'exportation. Trois cas se présentent : d'une part les centrales à participation. Certaines compagnies d'électricité étrangères ont acheté une part de nos centrales nucléaires. Elles paient ensuite le courant produit au coût d'exploitation, majoré d'une honnête marge. Second cas : les contrats fermes de fourniture à moyen et long terme. Nous prenons également de bonnes marges pour partager avec nos clients étrangers le bénéfice qu'ils en tirent.

Enfin, troisième possibilité, ce que l'on nomme les « ventes à bas prix ». Tous les matins, le « dispatching », européen se téléphone et vendent leur kilowatt-heure disponible à la criée, comme sur le marché au poisson. Nous sommes souvent les moins chers : avec le nucléaire, par exemple, le kilowatt-heure supplémentaire (marginal) ne nous coûte que 8 centimes à produire alors qu'il coûte le double à nos collègues équipés de centrales au charbon : on coupe alors la poire en deux et on facture à 12 centimes. Mais c'est irrégulier et à très court terme (quelques jours). Aucun industriel ne peut se soumettre à cette gymnastique.

Bien sûr, cela allège les coûts de nos collègues étrangers, mais de très peu : l'autotélectricité n'est pas bradée.

Nous exportons de plus en plus car nous avons les coûts les moins chers d'Europe, à l'exception de certains pays scandinaves. En 1985, il y a eu un léger creux pour des raisons purement conjoncturelles. Mais, en 1986, nous espérons exporter au moins 28 milliards de kilowatt-heure, soit 22 % de plus que l'an dernier (23 milliards). En mars prochain, l'importation d'énergie de source étrangère pour le chauffage pourrait commencer. Nos négociations actuellement avec l'Italie, un gros contrat dont le montant sur dix ans

représentera pas mal de milliards de francs.

Vous avez, pendant des années, accumulé les déficits. Qu'en a-t-il été en 1985 ?

De 1975 à 1983 notre déficit cumulé a dépassé 20 milliards de francs, c'est vrai. Les pouvoirs publics ne nous ont pas laissé augmenter nos tarifs de façon suffisante pour équilibrer nos comptes alors que nous supportions encore le coût élevé des achats de pétrole et de



SZLAKMANN.

charbon, en même temps que le poids des investissements nucléaires. Ces pertes ont d'ailleurs aggravé le problème des tarifs puisque, sans la charge de leur financement, nos prix auraient été aujourd'hui inférieurs de 2 % environ.

En 1985, nous avons réalisé un bénéfice de plus de 900 millions, soit l'équivalent des pertes subies l'année précédente. Ce redressement s'explique pour l'essentiel par la bonne marche du nucléaire, qui a fourni 22 milliards de kilowatt-heure de plus que prévu, ce qui nous a rapporté plus de 2 milliards de francs. Nous avons également gagné de l'argent sur les charges financières et sur la gestion de la dette. La rigueur de la gestion a aussi porté ses fruits : nos effectifs, par exemple, sont demeurés stables.

Grâce au dollar...

Vous avez l'équivalent de 10 milliards de dollars d'endettement en devises. Quel rôle a joué la baisse des cours du dollar dans ce redressement ?

Pour l'instant, nous n'avons pas encore pu tirer profit de cette baisse. D'une part, le cours moyen du dollar est resté en 1985 plus élevé (9 F) que celui de 1984 (8,75 F) : nous avons donc encore subi sur l'année une surcharge de frais financiers. D'autre part, pour des raisons purement comptables, nous avons dû constater des pertes de change au moment où nous avons réaménagé notre dette. Avec la baisse du dollar au 31 décembre, nous avons certes pu diminuer nos provisions pour pertes de change au titre des emprunts en devises, mais ceci n'a fait que compenser cela. C'est seulement en 1986, si le dollar reste à 7,50 F, que nous commencerons à en tirer profit. Cela peut nous rapporter 1,5 milliard de francs par l'allègement de nos charges financières.

Revenons au nucléaire. En 1986, pour la première fois, vous risquez d'avoir concrètement une surcapacité de production et un surplus d'électricité. Faudra-t-il arrêter des centrales ou des barrages ? Et à quel prix ?

C'est une vue tout à fait excessive des choses. Notre courant est aujourd'hui pour 20 % d'origine hydraulique, et pour 65 % d'origine nucléaire, le reste étant fourni par le charbon. Les centrales nucléaires sont largement modulables. Bon nombre d'entre elles ont déjà fonctionné à plus ou moins basse (toute l'année) : elles restent rentables tant qu'elles sont utilisées plus de deux mille cinq cents heures par an.

Risquons-nous de devoir en faire fonctionner quelques-unes moins de deux mille cinq cents heures ? C'est comme cela que se pose le problème, car notre suréquipement est économique, pas technique. En 1990, d'après nos calculs, nous aurons de deux à quatre réac-

teurs - de 1 300 mégawatts - en trop. Cela signifie que les économies de charbon qu'ils permettront ne suffiront pas, en l'état actuel des prévisions, à rentabiliser les investissements de leur construction. Ce manque de rentabilité sera en fait négligeable pour les deux premiers réacteurs.

Dans cette situation, était-il nécessaire, comme vient de vous le demander le gouvernement, de continuer à commander d'ici à 1989 un nouveau réacteur nucléaire par an ?

Sous l'angle strict de nos besoins, ce n'est pas le rythme optimal. Si nous étions une petite EDF dans une grande Europe, sans avoir à nous soucier de nos fournisseurs d'équipements, nous aurions peut-être réduit le programme de moitié en 1984 (une tranche au lieu de deux), et certainement arrêté totalement les commandes en 1985 et 1986, si ce n'est en 1987.

La grève en question

Mais il aurait fallu commander dès la quatrième année, en 1988, deux, voire trois réacteurs, et par la suite reprendre un rythme de croisière. Car le suréquipement, qui commencerait à peine à être perceptible cette année, ne sera vraiment sensible que de 1988 à 1992. Il faudra donc reprendre, après 1993, un rythme normal de mises en service. Si nous avions arrêté toute commande, il faudrait, après trois ans d'interruption, reconstruire. Finalement, ce qui coûterait extrêmement cher. Il était donc préférable de lisser les programmes.

N'est-il pas gênant d'avoir un fournisseur quasiment unique, le groupe CGE, pour l'ensemble de vos équipements ?

Il n'est pas unique dans l'équipement des réseaux, domaine où il dépasse rarement 50 % de nos achats. Pour le reste, cette situation a un avantage : elle permet de mieux rentabiliser les efforts de recherches et de développement, donc d'avoir un produit de meilleure qualité. Elle a aussi un inconvénient : la disparition de l'émulation concurrentielle. J'aurais préféré voir s'organiser, à l'échelle de l'Europe, deux ou trois grands groupes concurrents, dont un au moins aurait été contrôlé par la France, plutôt que de voir se développer dans chaque pays un champion national.

Trouvez-vous normal que le gouvernement aide ce constructeur au point qu'il vende des équipements à la Chine moins cher qu'à nous ?

A l'exportation, les comparaisons sont difficiles. Nous sommes d'ailleurs associés au contrat chinois. A priori, ce ne sera pas une brillante opération financière pour les différents constructeurs. Mais on a déjà vu des industriels faire des sacrifices sur les premières unités.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE ET DE L'ENVIRONNEMENT

1^{er} bureau

AVIS AU PUBLIC

(2^e insertion)

Le préfet, commissaire de la République de la région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime communique :

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par Electricité de France, en vue de la déclaration d'utilité publique de la ligne électrique à deux circuits 400 000 volts Barmas-Le Vampallier et de la modification des lignes à deux circuits 400 000 volts Barmas-Terrier et Barmas-Remise aux abords du port de Barmas.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par Electricité de France comporte une étude d'impact.

Pendant deux mois, à dater du 13 janvier 1986, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

- à la préfecture de la Seine-Maritime, direction de la réglementation générale et de l'environnement - 1^{er} bureau - les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 9 heures à 16 heures,

- à la sous-préfecture de DIEPPE, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 9 heures à 16 heures,

- à la mairie de TOTES, chef-lieu du canton, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 17 heures et le samedi de 9 h 30 à 12 heures,

- à la mairie de PAVILLY, chef-lieu du canton, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8 h 45 à 12 heures et de 13 h 45 à 18 h 15 et le samedi de 8 h 45 à 12 heures,

- à la mairie de CLERES, chef-lieu du canton, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30,

- à la mairie de NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE, chef-lieu du canton, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 15 à 17 heures et le samedi de 8 h 30 à 12 heures,

- à la direction régionale de l'industrie et de la recherche de Haute-Normandie, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 h 45 et de 14 heures à 17 heures.

Il pourra faire part de ses observations éventuelles sur un registre prévu à cet effet.

GRUNDIG
et autres grandes marques

Pièces détachées - réparations
Accessoires • Antenne • Câbles
Video • Pénisvision
Expéditions FRANCE-ÉTRANGER
Envois en contre-remboursement

GRUNDIG-SODIOVEL
33, rue Bazout - 75014 PARIS
Tél. : (1) 43-27-34-34 - M^{re} Aline

(Publicité)

RÉPUBLIQUE RWANDAISE
LIBERTÉ - COOPÉRATION - PROGRÈS

AVIS DE PRÉQUALIFICATION

Le gouvernement de la République rwandaise, représenté par ELECTROGAZ, procédera prochainement à la préqualification des entreprises appelées à soumissionner pour deux lots de la tranche d'urgence de l'alimentation en eau potable de Kigali. Ce projet faisant actuellement l'objet d'une demande de financement auprès du FAD (Fonds africain de développement), la procédure d'acquisition des biens et services sera conforme aux règles de cette institution. En particulier, ne seront prises en considération que les entreprises de pays membres de la BAD ou contribuant au FAD.

L'adjudication est prévue de janvier 1987 à décembre 1988.

Premier lot :

- Une prise d'eau en rivière.
- Un débarras (1 100 m³/h).
- L'extension et l'aménagement d'une station de traitement comprenant notamment les travaux suivants :
 - Un nouvel ensemble flocculateur-décanter (660 m³/h).
 - Un nouvel ensemble de filtration rapide (1 100 m³/h).
 - Deux nouveaux réservoirs de 600 m³ chacun.
 - De nouveaux bâtiments administratifs et techniques annexés.
 - L'aménagement des flocculateurs-décanter existants.
 - La transformation en réservoirs des filtres à sable existants.
 - L'extension de la station de pompage (5 groupes de 260 m³/h-115 m HMT).
- Quatre nouveaux réservoirs de distribution (600 m³ et 300 m³).
- L'équipement de deux stations de pompage (125 m³/h-70 HMT et 30 m³/h-100 HMT).

Deuxième lot :

- Pose de 3,8 Km de Ø 500 à 700 mm de fonte ductile.
- Pose de 4,7 Km de Ø 300 mm de fonte ductile.
- Pose de 15 Km de Ø 150 à 250 mm de fonte ductile.
- Pose de 15 Km de Ø 75 à 100 mm de PVC.
- Construction de 4 Km de nouvelle piste d'accès de 2,5 m de large en zone montagneuse et rocheuse.

Les critères de préqualification seront les suivants :

- La taille et la stature financière (bilans des 4 dernières années).
- La réputation professionnelle générale, les performances connues, les relations précédentes avec la République et le groupe de la BAD.
- La taille des travaux réalisés dans les 5 dernières années.
- Les références de travaux similaires exécutés en FVD, particulièrement en Afrique et dans la région. L'aptitude à mettre en œuvre les moyens locaux (main-d'œuvre, sous-traitants, produits...). Des attestations de bonne exécution seront appréciées.
- Capacité d'entreprendre les travaux rapidement et de faire face à la charge et à la spécificité du travail (autres engagements de l'entreprise pour la période prévisible des travaux).
- Connaissance du pays et aptitude à travailler dans les langues du pays (Kinyarwanda et français).
- Équipement de l'entreprise.
- Expérience du personnel d'encadrement.

Les dossiers de préqualification (1 original + 3 copies) devront parvenir au secrétariat permanent du conseil des adjudications (BP 158 KIGALI, RWANDA) avant le 28 février 1986 à 11 heures et devront parallèlement être envoyés au FAD (01 BP 1387 ABIDJAN, Côte-d'Ivoire) (trois copies).

RENSEIGNEMENTS :

- Société ELECTROGAZ à KIGALI BP 537 KIGALI - RWANDA
Tél. : 36-66-36-40 (tél. : 591 ELGZ RW).
- FAD à ABIDJAN 01 BP 1387 ABIDJAN, Côte-d'Ivoire.
- SEURECA ingénieur conseil
6, rue Anatole-de-la-Forge 75017 Paris

(1) En centimes de 1985, le coût moyen de production est de 24 centimes, le prix de vente moyen (en haute tension) à la grosse industrie de 26 centimes, et le prix moyen pour les clients domestiques de 63 centimes (abonnements inclus).

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

Le Monde

LA HAUTE AUTORITÉ CONDAMNE LA PLUPART DES DISPOSITIONS DU CONTRAT DE CONCESSION DE LA CINQUIÈME CHAÎNE

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle condamne les conditions de création de la cinquième chaîne et les avantages « excessifs » dont elle bénéficie. L'avis qu'elle a rendu, ce jeudi 16 janvier, à la demande du gouvernement amplifie singulièrement les critiques qu'elle avait rendues publiques le 27 novembre dernier. Les sept pages denses et précises du document constituent un net désaveu de la décision gouvernementale. Sur le cahier des charges qui lui est soumis, la Haute Autorité corrige systématiquement tous les avantages et dérogations accordés en matière de cinéma, de production et de publicité. Mais les « neuf sages » vont plus loin et s'en prennent aussi au contrat de concession.

La Haute Autorité refuse les clauses fixant le paysage audiovisuel et garantissant la concessionnaire contre toute évolution ultérieure. Elle insiste sur « la transparence des procédures et l'égalité de traitement » dans le choix des candidats. Elle condamne toutes les dispositions instituant un statut de « télévision la plus favorisée ». Elle critique les modalités de diffusion et, en particulier, l'attribution prioritaire à la « 5 » « des meilleurs canaux et des meilleurs sites, au risque de défavoriser les autres télévisions privées et les futures télévisions locales ».

En modifiant article par article le cahier des charges de la cinquième chaîne, la Haute Autorité s'attache à définir des règles générales applicables à toute télévision privée, garantissant une concurrence normale et une égalité de chances entre toutes les composantes du paysage audiovisuel.

Sur la production, la Haute Autorité demande un quota minimum de trois cents heures originales françaises dès la fin de la première année (huit cents à la fin de la troisième année), dont cinquante heures de fiction (cent heures à partir de la deuxième année).

Sur le cinéma, les « neuf sages » estiment que les télévisions privées doivent respecter intégralement les règles de programmation des chaînes publiques, acquiesçant 60 % au moins d'œuvres européennes et 50 % de films français. Le nombre de films diffusés ne peut excéder deux cent cinquante titres par an. Sur la publicité, la Haute Autorité recommande une seule interruption pour la diffusion des spots dans les œuvres de fiction et les documentaires de création. Elle la soumet, comme le veut la loi, à l'autorisation des auteurs et à des conventions passées avec les associations d'auteurs concernés. Elle limite la publicité à 12 % du temps d'antenne quotidien et se prononce contre la diffusion de spots pour des boissons alcoolisées de moins de 9 degrés.

Ces prises de position fermes et argumentées risquent de mettre le gouvernement dans l'embarras. Certes, il peut passer outre, la Haute Autorité n'ayant en la matière qu'un rôle consultatif.

LA MORT

D'HENRI-CHARLES PUECH

Ancien professeur au Collège de France, membre de l'Institut, H.-C. Puech est mort, le 11 janvier, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Né en 1902, à Montpellier, Henri-Charles Puech, après des études à l'École normale supérieure et une agrégation de philosophie, devient, en 1929, directeur d'études à l'École pratique des hautes études puis, en 1951, président de la cinquième section de cette même institution. Professeur d'histoire des religions au Collège de France de 1952 à 1972, il avait été élu, en 1962, à l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Spécialiste reconnu des religions orientales, du manichéisme et de la gnose, Henri-Charles Puech a publié de nombreux articles et études sur l'histoire et la philosophie des religions. Une importante Histoire des religions, publiée en trois volumes sous sa direction à partir de 1970 dans La Pléiade.

A partir de la découverte, en 1945, en Haute-Egypte, d'écrits coptes d'inspiration gnostique, il mène une série d'études, reprises en deux volumes en 1978 chez Gallimard sous le titre En quête de la gnose. En 1979 paraissent chez Flammarion Sur le manichéisme et autres essais.

A B C D E F G

33 000 CHOMEURS DE MOINS EN DONNÉES CORRIGÉES

Forte baisse du chômage au mois de décembre

Le chômage a fortement baissé à la fin de décembre, confirmant ainsi une évolution enregistrée depuis plusieurs mois, selon les statistiques publiées en fin de matinée, ce 16 janvier, par le ministère du travail.

En données brutes, on comptait 2 436 300 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, soit 59 000 de moins que le mois précédent. En un mois, la baisse a été de 2,4 % et, en un an, de 3,5 %. En données corrigées des variations saisonnières, les demandeurs d'emploi étaient au nombre de 2 322 000, soit 33 100 de moins qu'en novembre, et 85 000 de moins qu'en décembre 1984. D'un mois sur l'autre, le recul aura été de 1,4 % et de 3,5 % par rapport à l'année passée.

La courbe d'évolution du chômage, qui, tout au long de l'année, s'était progressivement rapprochée de celle de 1984, montre que le niveau de chômage est désormais largement inférieur et, surtout, se situe dans une forte tendance à la baisse. Ces bons résultats sont dus, pour partie, à un mouvement puissant de reprise d'activité qui entraîne des sorties nombreuses des listes de l'ANPE (+ 16 % en un mois).

Les stages de travaux d'activité collective (les TUC) augmentent de 13 000 en un mois, et 189 000 jeunes en bénéficient, ce qui laisse espérer que l'objectif de 200 000 placements sera atteint. La formation en alternance, défendue par le CNPF, commence à enregistrer des succès notables. 5 600 contrats d'adaptation et 6 500 stages d'initiation à la vie professionnelle ont été comptabilisés dans le mois.

En cumulé, et depuis un an, la formule a accueilli 74 000 jeunes. Tandis que les stages seize-huit ans et dix-huit-vingt-cinq ans se maintiennent à un bon niveau, la situation de l'apprentissage se redresse.

Enfin, et pour la première fois, le ministère publie les chiffres concernant les congés de conversion. A la fin décembre, 638 personnes seulement étaient indemnisées par ce dispositif à 65 % de leur salaire de référence. Mais ces congés auront de plus en plus d'effet sur les chiffres du chômage : les conventions actuellement signées correspondent à des effectifs de l'ordre de 7 000 salariés. Les conventions en préparation sont prévues pour 5 500 salariés et celles qui sont à l'étude concerneraient 10 000 salariés.

A. L.

SURPRISE AU PROCÈS DE ROGER KNOBELSPIESS

Un mystérieux téléx

Sans que l'on puisse parler de coup de théâtre, le procès de Roger Knobelspiess et de ses co-accusés a été marqué par une surprise, jeudi 16 janvier. Le président Saurat, en effet, a annoncé qu'il avait en sa possession un téléx en provenance de Marseille, adressé à la veille au garde des sceaux et transmis par la chancellerie au parquet d'Evry, et dans lequel un certain M. Moulay déclare « Knobelspiess innocent car c'est moi qui les ai commis ». Devant ce texte

sublimin, le président a décidé de demander au chef de l'antenne de police judiciaire d'Evry d'essayer d'identifier l'auteur de ce message. L'audience, dans ces conditions, a été suspendue pour quelques heures en attendant que l'on puisse en savoir davantage.

J.-M. Th.

(Lire notre compte rendu de l'audience du 15 janvier page 18.)

AU SOMMET DE LONDRES DES CINQ PAYS LES PLUS INDUSTRIALISÉS

La baisse concertée des taux d'intérêt sera au centre des discussions

C'est désormais une certitude : une baisse concertée des taux d'intérêt va être l'objet principal des discussions entre les représentants des cinq pays les plus industrialisés du monde (Etats-Unis, Allemagne fédérale, France, Grande-Bretagne, Japon) qui vont se réunir à Londres les 18 et 19 janvier prochains.

M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'économie et des finances, a en présentant le 15 janvier à Paris, ses vœux à la presse, indiqué qu'« une initiative conjointe en faveur d'une baisse des taux d'intérêt serait bonne pour tous le monde, y compris pour les pays en voie de développement » et que « c'était la raison » pour laquelle le groupe des Cinq allait se réunir. De son côté, M. Martin Bangemann, ministre allemand de l'économie et des finances, a déclaré, le même jour à Washington, que les Etats-Unis pourraient s'entendre sur une diminution concertée des taux d'intérêt, à Londres à la fin de la semaine. Il a même ajouté que M. James Baker, le secrétaire américain au Trésor, lui avait expressément demandé de s'orienter vers une réduction des taux en Allemagne fédérale et de soutenir les Etats-Unis, au cours de la réunion de Londres, pour tenter de persuader les trois autres membres du groupe des Cinq d'agir dans le même sens.

Ces propos ont immédiatement fait naître l'espoir d'une réduction généralisée du loyer de l'argent, notamment aux Etats-Unis, ce qui a fait baisser le dollar. Une certaine prudence régnait néanmoins dans les milieux financiers internationaux, où l'on se garde de manifester de l'optimisme, et, surtout, d'établir un parallèle entre la réunion des Cinq le prochain week-end et celle du 22 septembre 1985 à New-York. Il y a quatre mois, le communiqué des Cinq, affichant leur volonté commune, y compris celle des Etats-Unis, de faire baisser le dollar, avait eu un effet immédiat, provoquant une chute de 15 % de la devise américaine en quelques semaines.

Toutefois cette démarche d'ensemble n'impliquait pas une modification de la politique intérieure de ces pays, ce qui la rendait relativement facile. Or ce n'est pas du tout le cas, loin de là, dans le domaine des taux d'intérêt. Certes, comme l'a souligné M. Bérégovoy, les taux d'intérêt « réels » (hors inflation) sont trop élevés partout

(moins de 3 % en Allemagne, près de 4 % aux Etats-Unis, 4 % en France, plus de 5 % au Japon et 7 % en Grande-Bretagne). Un tel phénomène pénalise les investissements et constitue un frein au développement, notamment dans le tiers-monde, qui pèse sur le poids des intérêts de sa dette internationale.

Relance au Japon ?

Un pays comme le Japon, très sensiblement affecté par une hausse du yen qui handicape lourdement ses exportations, a un besoin vital de réduire ses taux d'intérêt, afin de relancer son marché intérieur. Il s'était même engagé, le 22 septembre dernier, à effectuer cette relance, de nature à augmenter ses importations et à réduire ainsi son énorme excédent commercial. Mais le gouvernement japonais, qui, après le 15 octobre, avait même été contraint de relever ses taux pour diminuer l'écart avec les taux américains plus élevés, ne veut, en aucun cas, les baisser tout seul.

Ce serait favoriser encore les exportations de capitaux japonais vers les Etats-Unis, qui dépassent 50 milliards de dollars par an (le Monde du 16 novembre 1985), avec, pour effet immanquable, de compromettre une baisse du dollar péniblement acquise et de relancer l'offensive protectionniste aux Etats-Unis. Il n'est donc pas question, pour la Banque du Japon, de réduire son taux d'escompte, fixé à 5 % depuis octobre 1983, sans un mouvement identique de la Réserve fédérale américaine, dont le taux d'escompte a été ramené à 7,5 % en mai dernier.

Toutefois ladite Réserve fédérale n'apparaît guère pressée de prendre une décision en ce sens, estimant que l'économie américaine n'a nul besoin d'être stimulée, jugeant même que toute relance de ce genre serait dangereuse, en raison d'un gonflement rapide de la masse monétaire toujours susceptible de réveiller l'inflation. Elle considère, au surplus, qu'aucun assouplissement de sa politique en matière de crédit ne saurait intervenir sans réduction significative du déficit budgétaire, ce qui est loin d'être acquis, comme en témoignent les difficultés de mise en œuvre de la loi Gramm Rudmann.

Enfin, on voit mal la Grande-Bretagne, qui vient de relever massivement ses taux pour défendre la livre, pétromonnaie menacée par la

PAR L'INTERMÉDIAIRE DE SES ALLIÉS LOCAUX

La Syrie fait exercer des pressions militaires sur les chrétiens du Liban

Les combats de Beyrouth-Est auraient fait près de 200 morts

De notre correspondant

Beyrouth. — M. Elie Hobeika, chef des Forces libanaises (milices chrétiennes unifiées) et signataire de l'accord intermilices du 28 décembre 1985, a sur le terrain été battu et évincé, mercredi 15 janvier, à la suite d'une dure bataille par une coalition de « refusards » comme on appelle ici ceux qui s'opposent à l'accord. De ce fait, la Syrie a immédiatement mis en branle un dispositif de pression militaire sur le secteur chrétien.

« Réchauffant », deux « fronts » celui du nord en direction de Bar el Jebel, fief militaire d'un des vainqueurs de l'épreuve de force du jour, M. Samir Geagea, et celui de l'Est vers Bickfaya, fief de l'autre vainqueur, le président Amine Gemayel. Damas a lancé ses alliés locaux contre les positions des milices chrétiennes.

Pour l'instant, il ne s'agit que d'un coup de sentinelle : les alliés de Damas tentent certes d'avancer sur trois axes dans chacune des deux zones et ont progressé légèrement, enlevant une position de l'armée à Daouar, au-dessus de Bickfaya notamment, mais il semble que l'armée syrienne qui contrôle le secteur d'où il partent ne soit pas elle-même entrée en scène.

Les bombardements les plus durs visent Bickfaya, village du président Gemayel. Ils ont également atteint Baabdat, Broummana et, jeudi matin, le littoral à Jal-el-Dib, Zalka, Nahret-Mout mais ne sont pas assez denses pour qu'on puisse incriminer les canons syriens.

Deux indices permettent de penser que Damas mène l'opération et veut éviter la rupture totale avec le camp chrétien. L'assaut a été lancé contre les « refusards » par des formations exclusivement chrétiennes (la Marada de M. Soleiman Frangé), ou du moins comportant des miliciens chrétiens.

Le mercredi 15 janvier, le chef d'état-major des Forces libanaises, M. Samir Geagea, a tenu l'avant-veille, prend l'initiative. Il est épaulé par la milice du parti phalangiste, distincte des Forces libanaises. Il encercle puis enlève tous les postes de la police militaire, milice dans la milice, à la dévotion de M. Hobeika. Seul résiste le poste de la Quarantaine où le chef des FL est retranché avec ses principaux lieutenants, MM. Chafar, Arian, Zouein, et Najarian, notamment, ainsi que M. Elias Murr, fils de M. Michel Murr, instrument du rapprochement avec Damas. M. Hobeika a livré bataille jusqu'à ce que la position devienne intenable. Une négociation engagée à la demande des principaux composants de la communauté, notamment du patriarchat maronite, a permis de sauver les assiégés et d'assurer leur sortie. L'armée, notoirement hostile à l'accord, et qui n'était pas intervenue, a convoqué les vassaux — jusqu'à cent cinquante hommes — jusqu'au siège de son commandement à Yarzé. Ils s'y trouvent sous sa protection depuis mercredi minuit. Huit heures de combats ont fait une centaine de morts, selon les milieux de Beyrouth-Est, plus de deux cents blessés et de six cents blessés selon les informations diffusées par les médias de Beyrouth-Ouest.

Le bilan est très lourd, mais la bataille est restée concentrée autour des positions des milices et n'a pas « débordé » sur la population civile.

LUCIEN GEORGE.

FRANÇOIS RENARD.

Sur

CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

JEUDI 16 JANVIER

AM « le Monde »
MAURICE DRUON
de l'Académie française
avec PHILIPPE BOUCHER

VENDREDI 17 JANVIER

Jean-Claude Karsenty
président de la commission
interministérielle de lutte
contre la toxicomanie
sera face au « Monde »
avec FRÉDÉRIC GAUSSEN
et CHRISTIAN VILLAIN

Le numéro du « Monde »
daté 16 janvier 1986
a été tiré à 499 879 exemplaires

Sur le vif

Lui ou moi

Je vous ai drôlement manqué, dites donc, pendant les fêtes de fin d'année. Ça vous a complètement sonnés, ma disparition. Voilà près de deux semaines que je suis revenue, bien sagement, à la niche, dans mon coin, et vous continuez à nous écrire, à nous appeler pour demander où je suis passée. Hé ! Ho ! Réveillés-vous. Je suis là, ça y est, je suis rentrée. Saine et sauve. Enfin presque. Il m'est arrivé un truc pas croyable. Demain, je vous raconterai.

Pourquoi je suis partie ? Ce n'est pas ce que vous croyez. Je n'ai pas été virée à la suite d'un coup de téléphone de l'Elysée. Allo Fontaine ? Ici Mitterrand. Ecoutez-moi bien. La mène Sa... quel, comment déjà, enfin, vous voyez qu'il ne faut pas en faire trop. Mitterrand, c'est moi qui en ai eu marre. Mère de lui. Non, c'est vrai, depuis deux ans que je me l'appelle, que je suis placée ici pour mettre le nez dans ses affaires, nos affaires. Pour faire le ménage, c'est désordre la France, on ne peut pas imaginer. Pour ranger, pour crier après lui. Pour le houspiller. Pour lui rabattre le caquet chaque fois — et c'est souvent — qu'il se croit tout permis sous prétexte qu'on lui a confié la boutique dans un moment d'étourderie, vous croyez qu'il m'écouterait, qu'il suivrait mes conseils, qu'il essaierait de s'amender ? Jamais de la vie ! C'est comme si je chantais.

Alors je suis allée trouver mon directeur et je lui ai balancé : Ecoutez-moi bien. Ce type-là, tu vois qui je veux dire, celui qui pleurniche à l'Elysée, Mitterrand, j'en ai ras le bol, de lui taper dessus. Je fatigue. Je veux changer de tête de Turc. Arrange-toi comme tu voudras, mais il faut qu'il ait dégné dans les deux mois. Je te prie, c'est lui ou moi. Il m'a répondu : C'est toi. Bon, très bien, comme tu voudras ! Et je lui ai donné mes huit jours. Ou plutôt, je les ai pris.

CLAUDE SARRAUTE.

LE PROFESSEUR JEAN HAMBURGER REÇU À L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Le professeur Jean Hamburger, élu le 18 avril 1985 au fauteuil de Pierre Emmanuel, est reçu ce jeudi 17 janvier sous le coupole par le professeur Jean Bernard. Les discours du récipiendaire et du nouvel élu seront publiés dans notre numéro daté dimanche 19-janvier 20 janvier.

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

ARNYS
PARIS

SOLDE

POUR ELLE - POUR LUI

ARNYS 14, rue de Stèves-VII. Tél. : 45.48.76.99